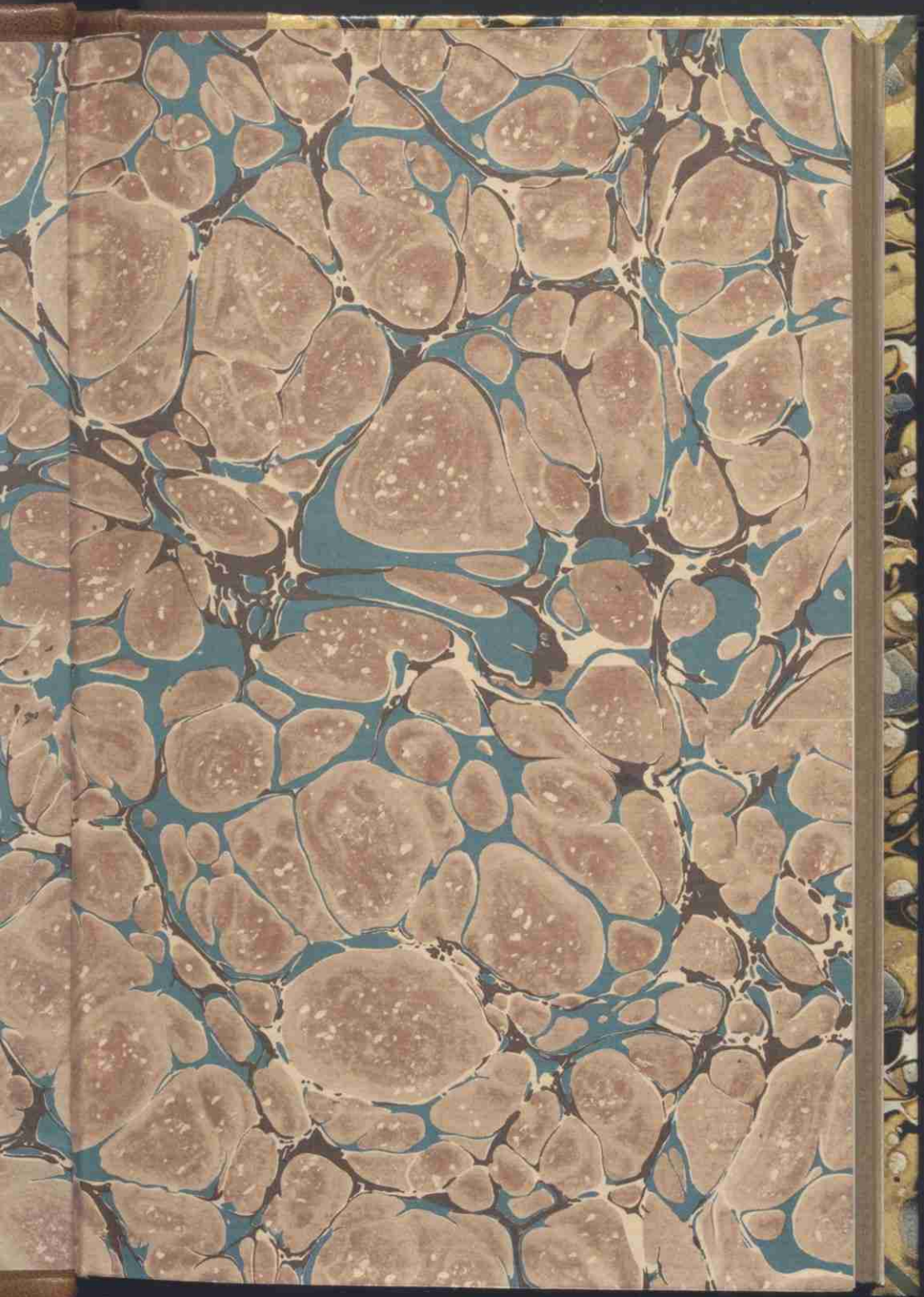


BIBLIOTHEQUE DU SENAT



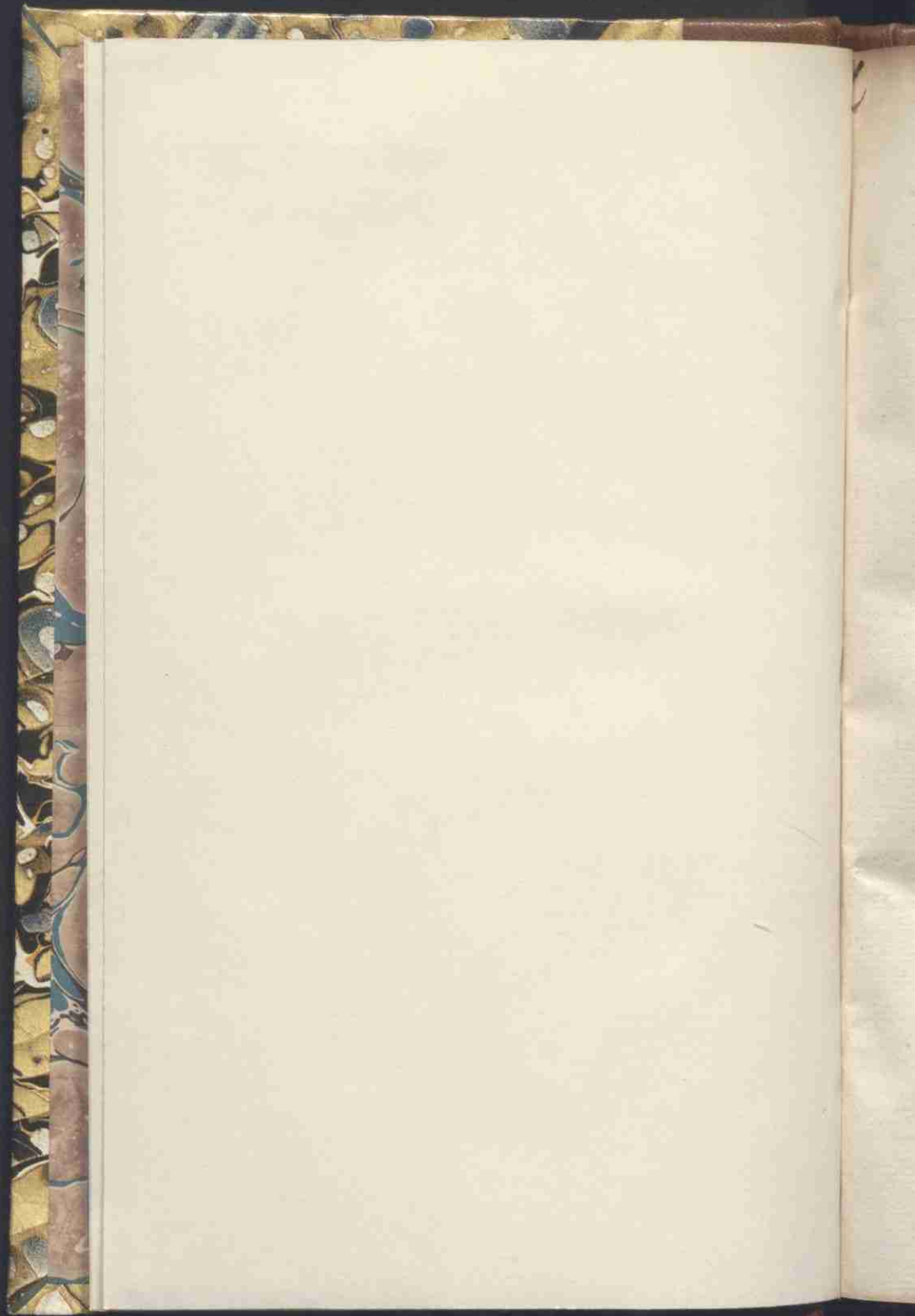
S0000000303317

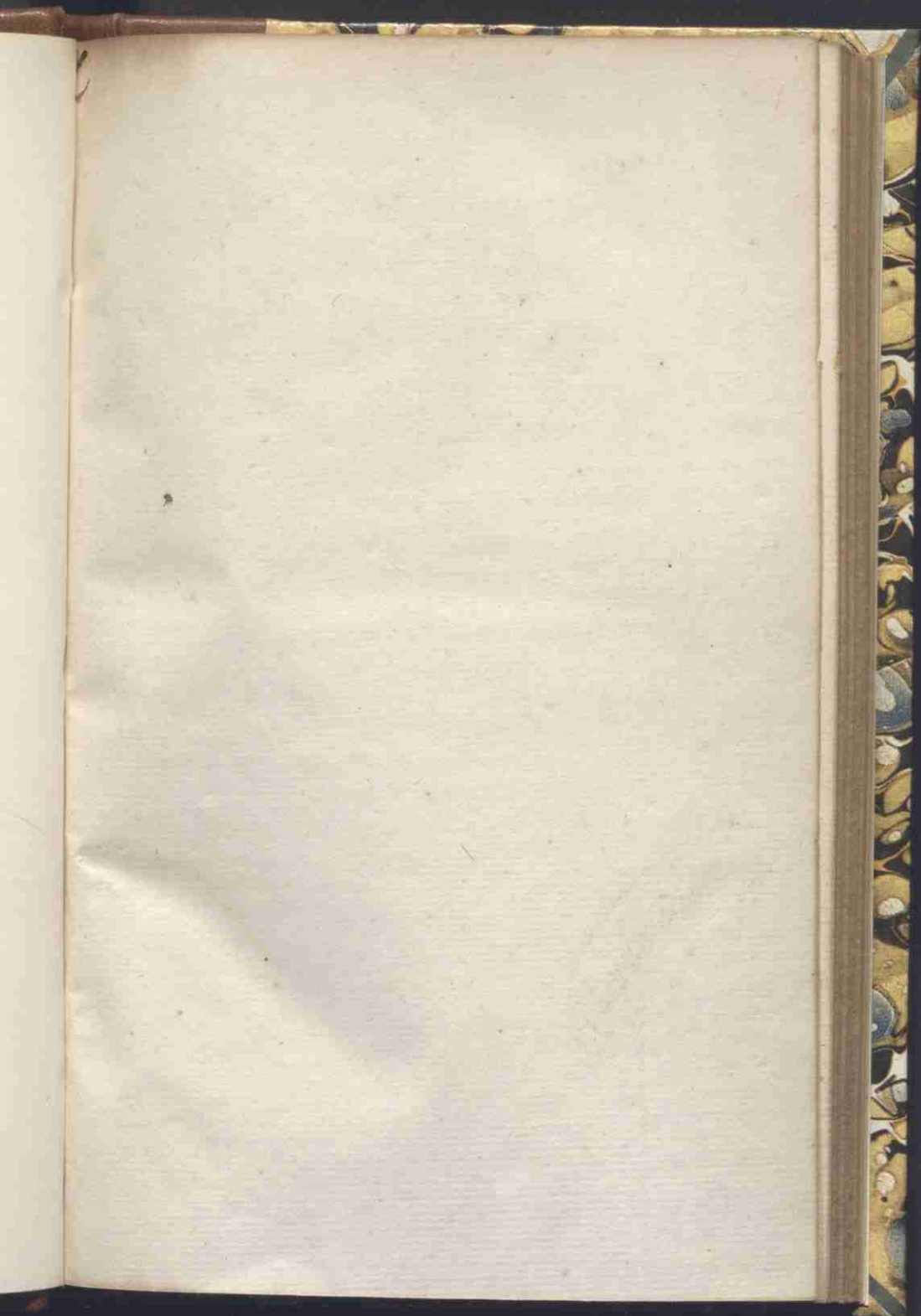
POPA
50.41



G. MACÉ REL.-DOREUR

~~00359~~
0.03hh





Handwritten text, possibly a signature or date, enclosed in an oval stamp.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1821.

SUPPLÉMENT,

COMPRENANT

Les *Opinions* qui n'ont point été prononcées, ou dont
la Chambre n'a point ordonné l'impression.

(Voir, dans la Table des matières, l'art. *Opinions distribuées*
à la Chambre par différents Pairs.)



DE L'IMPRIMERIE DE J. DIDOT, L'AÎNÉ,

IMPRIMEUR DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

1821—1822.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE

IMPRESSIONS

DIVERSES

EXPOSITION DE 1874

SUPPLEMENT

DEUXIÈME PARTIE

Les impressions de la chambre des pairs de France, pendant la session de 1874, ont été publiées par la chambre des pairs de France, sous la présidence de son président, le duc de Broglie.

Les impressions de la chambre des pairs de France, pendant la session de 1874, ont été publiées par la chambre des pairs de France, sous la présidence de son président, le duc de Broglie.

Les impressions de la chambre des pairs de France, pendant la session de 1874, ont été publiées par la chambre des pairs de France, sous la présidence de son président, le duc de Broglie.

Les impressions de la chambre des pairs de France, pendant la session de 1874, ont été publiées par la chambre des pairs de France, sous la présidence de son président, le duc de Broglie.



Les impressions de la chambre des pairs de France, pendant la session de 1874, ont été publiées par la chambre des pairs de France, sous la présidence de son président, le duc de Broglie.

Les impressions de la chambre des pairs de France, pendant la session de 1874, ont été publiées par la chambre des pairs de France, sous la présidence de son président, le duc de Broglie.

1874

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

Séance du jeudi 7 mars 1822.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLENDAL

A l'appui de l'article proposé par M. le duc DE COIGNY,
comme addition au projet de loi relatif à la ré-
pression des délits commis par la voie de la presse.

CHAMBRE

DES PAIRS

DE FRANCE

SESSION DE 1841

Séance du jeudi 5 mars 1841

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LAFFAYE-TORRENOIS

Sur le projet de loi relatif à la
révision des décrets commémoratifs
de la révolution de 1793

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le marquis DE LALLY-TOLENDAL à l'appui de l'article proposé par M. le duc DE COIGNY, comme addition au projet de loi relatif à la répression des délits commis par la voie de la presse.

MESSIEURS,

J'appuie l'article additionnel qui vous est proposé, et je demande qu'en très peu de paroles, et extrêmement simples, il me soit permis d'appeler sur lui toute l'attention de vos Seigneuries.

D'abord cet article conciliateur me paroît entrer dans les voies du Gouvernement, que je me sens soulagé, et que je serai toujours heureux de pouvoir soutenir.

Un Ministre de Sa Majesté, en discutant la forme des jugemens pour les délits de la presse, a déclaré positivement à la tribune, le 8 février dernier, qu'en *principe et en conséquence de nos*

institutions, nous serions amenés plus tard au jury, qui présente le plus de garanties; mais que l'état actuel de la société ne permettoit pas d'accorder aujourd'hui ce jury dans toute sa plénitude et dans toute son indépendance. Je crois citer textuellement.

La conséquence à tirer de cette proposition, de cet aveu, de cette reconnaissance (comme on voudra l'appeler) du Ministre du Roi, c'est celle qu'en a tirée loyalement le noble rapporteur de votre commission, savoir: qu'une plus longue expérience feroit juger l'époque à laquelle devraient être mises en action la convenance de renvoyer aux Cours d'assises la connoissance des délits de la presse, la faveur due à l'institution des jurés, et le desir qu'on aura toujours, dans cette enceinte, de donner aux garanties constitutionnelles tous les développemens qu'elles sont susceptibles de recevoir. Je suis sûr de citer littéralement, car j'ai le Rapport dans mes mains.

Eh bien! Messieurs, le noble duc, promoteur de l'article additionnel, veut-il, dit-il autre chose que ce que veulent pour un autre temps, et ce qu'expriment en d'autres termes le Ministre du Roi et votre rapporteur? Laissons à l'expérience, dit le noble duc, le temps de nous éclairer. Suspendons ce que l'état actuel

de la société ne comporte plus ou ne comporte pas encore ; mais ne détruisons pas péremptoirement ce que les *principes* et les *conséquences de nos institutions* doivent nécessairement nous ramener. Suspendons pour deux ans, nous dit-il ; et moi j'ajoute : pour trois, pour quatre. Réservez-vous même de pouvoir, à l'expiration du premier délai, en ordonner un autre, si l'expérience nous en démontre encore la nécessité ; mais n'éteignons pas d'avance les fruits de l'expérience ; ne préparons pas des armes aux préjugés ennemis de la vérité, pour s'opposer à son triomphe, le jour où l'époque de ce triomphe seroit arrivée. Et cette dernière phrase répond à ce qui vient d'être dit par le noble comte auquel je succède dans cette tribune. Je lui rappellerai qu'en 1814 nous avons eu l'exemple d'un projet de loi proposé comme loi permanente, et changé, par la sagesse du Gouvernement, en loi transitoire. Je lui observerai qu'il est deux sortes de lois : les unes sollicitées ou accueillies universellement par la raison et la conscience publiques, qu'on ne peut trop se hâter de présenter avec les caractères de la permanence et de la fixité ; les autres, dont l'acceptation est mêlée de doutes, d'incertitudes, de scrupules, et que la prudence et la

morale avertissent de ne présenter et de ne recevoir que comme des essais. Certes le projet de loi dont il s'agit se présente environné de doutes et de scrupules ! Et quant à l'objection que toute loi étant révocable , cette pensée doit calmer toutes les inquiétudes , qui ne sait combien , dans certains cas , il est difficile de détruire une loi reconnue mauvaise , mais établie sans terme , tandis qu'il est presque impossible de faire renaître une loi expirée , quand l'expérience en a démontré les vices.

J'ai donc dit, Messieurs, et je répète, que l'article additionnel proposé sagement par le noble duc, pour réduire à une loi transitoire le projet de loi indéfinie que nous agitions, entre dans les voies du Gouvernement. J'ajoute, en second lieu, que ce tempérament est propre à réunir les opinions différentes, qui, par des routes diverses, vont toutes au but commun de la tranquillité publique, et de l'affermissement perpétuel de la monarchie légitime et de la liberté bien réglée. Et que vos Seigneuries y pensent bien ; sur des objets qui ont si fortement éveillé l'attention générale, nous ne pouvons mettre trop de prix à nous concilier entre nous, trop rechercher tous les moyens d'approcher de cette unanimité que nous avons eu le bon-

heur de déployer au commencement de cette session ; nous ne pouvons offrir une réunion de sentiments et d'avis trop imposante à cette opinion publique et nationale , qui se repose sur nous , qui sollicite notre appui ; mais qui , en nous confiant ses espérances , pèse nos œuvres ; qui nous juge au dehors de nos enceintes ; et qu'enfin il ne suffit pas de soumettre , mais qu'il faut encore affectionner aux lois.

Enfin, Messieurs, cet article additionnel tranquillise la conscience de ceux qui, comme moi, ont *la religion du jugement par jury*. Et des hommes de bien, Messieurs, des hommes savants, de grands hommes, de grands rois, de grands peuples, l'ont eue et l'ont encore, ainsi que moi, cette *religion du jury*, mais telle que je la professe depuis cinquante ans, telle que la France entière l'a réclamée depuis trente, telle que la Chambre des Pairs l'a soutenue depuis sept, et non pas telle que le *Moniteur* de ce matin vient de me l'offrir si étrangement travestie dans la publication tardive d'un discours, où l'on a cru que dénaturer les miens c'étoit les réfuter. Plus de la moitié de ce discours n'a pas été entendue de la Chambre; et il me sera permis, sans doute, de demander une rectification de quelques passages, qui, j'espère, ne me sera pas refusée.

Animé du seul desir de la justice et de la conciliation, je vote pour l'article additionnel proposé par M. le duc de Coigny, sauf à étendre la durée de la loi transitoire autant que la sagesse et l'équité législative le jugeront nécessaire.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

Séance du jeudi 28 mars 1822.

OPINION

DE M. LE COMTE MOLÉ,

SUR la proposition relative à l'exécution des lois
prohibitives de la traite des noirs.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SEANCE DU 15 JANVIER 1871

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE

OTIVION

DE LA SEANCE DU 15 JANVIER 1871

La séance a été ouverte à deux heures et demie par M. le Président de la Chambre des Pairs, M. de Broglie, qui a lu le procès-verbal de la séance précédente.

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le comte MOLÉ, sur la proposition relative
à l'exécution des lois prohibitives de la traite des
noirs.

MESSIEURS,

Le noble Pair (1) qui descend de la tribune a rétabli la question dans ses véritables termes. M. le Ministre de la marine l'avoit dénaturée en faisant l'apologie du Gouvernement, que personne n'avoit attaqué. Le noble auteur (2) de la proposition n'a élevé aucun soupçon ni sur les intentions, ni sur la conduite des différents ministères qui ont eu à exécuter les traités relatifs à l'abolition de la traite des noirs. Je puis plus que personne attester la loyauté et la constance des efforts qui ont été faits pour arriver à l'interdiction complète d'un trafic odieux.

(1) M. le comte d'Argout.

(2) M. le duc de Broglie.

Mais je puis ajouter aussi que le Gouvernement ne s'est jamais flatté d'arriver à ce résultat, pour ainsi dire, du premier coup. Il a toujours prévu que sa marche dans cette honorable carrière ne sauroit être que lente et progressive. Lorsque j'arrivai au ministère de la marine on étoit sous le régime de l'ordonnance du 8 janvier 1817; je ne tardai pas à reconnoître son insuffisance, et la loi du 15 avril 1818, et l'ordonnance du 24 juin suivant vinrent compléter les mesures que la législation ou le Gouvernement avoient déjà prescrites. Mais penseriez-vous, Messieurs, qu'en présentant la loi du 15 avril, et l'ordonnance du 24 juin au Roi et aux Chambres, je crusse qu'il n'y auroit plus rien à faire, et que le but seroit atteint? J'étois si loin de concevoir cette présomptueuse espérance, que dès-lors je me rendois compte à moi-même des moyens auxquels et le législateur et le Ministre devroient recourir plus tard. Mais comme ces moyens pouvoient contrarier des intérêts et des habitudes, il me paroissoit sage d'attendre que l'expérience en eût démontré la nécessité à tous les hommes de bonne foi. La proposition du noble duc n'a donc pas d'autre objet que de provoquer le Gouvernement à faire ce qu'il a toujours prévu

qu'il feroit un jour. Elle a de plus l'avantage de lui offrir l'appui de la Chambre des Pairs dans la tâche qui lui est imposée, bien moins par les traités, que par le cri de l'humanité et le degré de civilisation où nous sommes parvenus, mais où il est destiné à lutter contre plusieurs préjugés et même quelques intérêts. Cette Chambre ne refusera pas d'attacher son nom à un des plus grands bienfaits que le genre humain ait droit d'attendre du progrès des lumières; elle sentira d'ailleurs qu'en refusant de prendre en considération la proposition qui lui a été faite, elle sembleroit reconnoître que les lois et les ordonnances qui ont été portées pour arriver à la répression de la traite sont suffisantes, ce qui seroit, je ne crains pas de le dire, contraire à la conviction de tous ceux qui ont pu s'éclairer sur cette matière par un peu de pratique et d'expérience.

Je vote pour la prise en considération.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

d'ail leur un jour. Elle a des plus savantes
 de lui offrir l'appui de la Chambre des Pairs
 dans la tâche qui lui est imposée, bien moins
 par les tristes que par le cri de l'humanité et
 le degré de civilisation ou nous sommes par-
 venus, mais où il est destiné à l'avenir comme
 plusieurs peuples et même quelques individus.
 Cette Chambre ne refuse pas d'attacher son
 nom à un des plus grands bienfaits que la
 genre humain ait droit d'attendre du progrès
 des lumières; elle sentira d'ailleurs qu'en re-
 saut de prendre en considération la proposition
 que lui a été faite, elle semble s'être reconnue
 que les faits et les circonstances qui ont été con-
 sidérés relatives à la correction de la loi, sont
 suffisants, ce qui serait, je ne crains pas de
 le dire, contraire à la correction de la loi.
 qui ont été relatés sur cette matière par un
 grand nombre d'experts.
 La voie pour la prise en considération

DE L'AMENDMENT DE LA LOI
 CONCERNANT LA LOI DE LA CHAMBRE DES PAIRS
 CONCERNANT LA LOI DE LA CHAMBRE DES PAIRS
 CONCERNANT LA LOI DE LA CHAMBRE DES PAIRS

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

Séance du mardi 18 décembre 1821.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le comte MOLÉ, au nom
du Comité des pétitions.



Blank page with faint, illegible text impressions visible through the paper.

RAPPORT.

MESSIEURS,

Le sieur Poubelle, ancien principal clerc de notaire à Paris, dénonce M. le Garde-des-sceaux, comme ayant arbitrairement refusé son approbation au traité par lequel le pétitionnaire avoit acheté une étude de notaire à Beuvron, département du Calvados; à l'appui de sa plainte, le sieur Poubelle rappelle les conditions et les formalités exigées par la loi du 25 ventose an 11, en prouvant qu'il réunissoit les premières et avoit rempli les secondes. Il rapporte ensuite textuellement sa conversation avec le procureur du Roi de l'arrondissement, et la lettre de ce magistrat au notaire avec lequel il avoit traité. De cette lettre, il résulte en effet que M. le Garde-des-sceaux a décidé que la conduite politique du sieur Poubelle n'offroit pas assez de garantie pour qu'il fût admis dans le notariat.

Vous n'aurez pas oublié, Messieurs, que le

pétitionnaire a figuré dans la conspiration du 19 août, et qu'il fut mis hors d'accusation par arrêt de la Cour du 8 février 1821. Mais quelle que soit l'idée que chacun de nous ait pu se former de sa conduite et de ses opinions politiques, votre Commission a pensé que sa réclamation devoit être examinée en droit et en principe. La loi du 25 ventose an 11 a voulu, il est vrai, que l'autorité intervînt et donnât son assentiment aux traités de l'espèce de celui passé entre le sieur Poubelle et le notaire auquel il devoit succéder; mais elle l'a voulu dans l'unique but d'obtenir pour la société une garantie de la capacité et de la moralité de ceux qui se destineroient au notariat. Elle n'a point songé ni dû songer à donner par-là aux dépositaires du pouvoir un moyen de gouvernement ni d'influence. Elle leur a encore moins permis d'interdire, pour des motifs qu'elle n'a ni spécifiés ni prévus, l'accès des professions honorables et lucratives à ceux qui réunissent les conditions qu'elle exige.

D'ailleurs, les hommes qui ont des opinions dangereuses ne seront-ils pas plus redoutables s'ils sont sans profession, sans avenir, s'ils ne tiennent par aucun lien à la communauté, si la société, en les repoussant, pour ainsi dire, sur

tous les points, les force à se mettre en hostilité contre elle? Votre Commission, en vous soumettant ces réflexions, a voulu rendre au principe un hommage d'autant plus éclatant, que le pétitionnaire se recommandoit peut-être moins par lui-même, et que les expressions de sa plainte étoient moins mesurées. Elle vous propose de la renvoyer à M. le Garde-des-sceaux, dont elle ne peut manquer de fixer toute l'attention.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI.

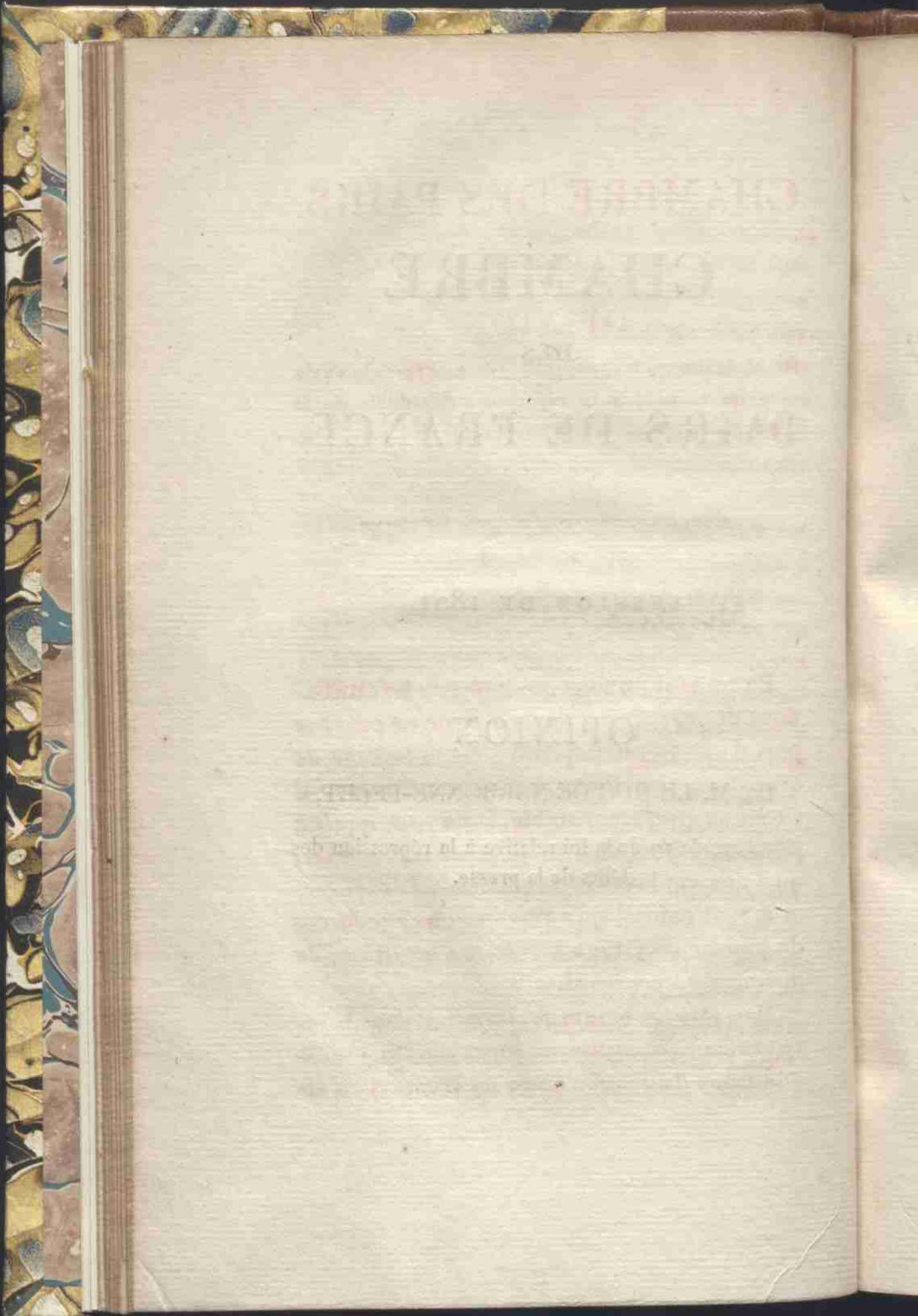
CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

OPINION

DE M. LE DUC DE NARBONNE-PELET,

SUR l'article 17 de la loi relative à la répression des
délits de la presse.



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le duc de NARBONNE-PELET, sur l'article 17 de la loi relative à la répression des délits de la presse.

MESSIEURS,

En traitant un sujet qui intéresse les attributions du jury, il sera impossible de ne pas citer plus d'une fois le pays qui a été le berceau de cette institution. En Angleterre, où elle est aussi ancienne que la monarchie, le jury est appelé à prononcer dans tous les jugements criminels, quel que soit le degré de gravité du fait à juger; et il étoit naturel qu'à l'époque où cette forme de jugements y fut adoptée, on ne fit pas de distinction à cet égard.

Mais lorsque le jury fut introduit dans la jurisprudence françoise, on jugea convenable d'établir une distinction entre les *crimes* et les of-

fenses moins graves qu'on caractérisa sous le nom de *délits*; ces derniers étant renvoyés aux tribunaux ordinaires, tandis que les crimes seuls furent réservés au jury. Il ne s'agit pas aujourd'hui de justifier cette classification, puisqu'il ne paroît pas qu'elle soit attaquée ni critiquée en elle-même par les personnes qui diffèrent le plus d'opinion sur l'article que nous examinons.

La règle la plus naturelle pour graduer les actions punissables par la loi fut trouvée dans le degré de gravité de la peine que la loi leur appliquoit. Par l'adoption de cette règle, les abus de la presse se trouvèrent classés au nombre des délits. Et il n'est pas hors de propos de rappeler ici, à ceux qui croient nos lois sur la presse excessivement rigoureuses, une circonstance que sans doute ils n'ignorent pas : c'est qu'en Angleterre les abus de la presse sont, dans beaucoup de cas, passibles d'une peine infamante, et qui entraîne les circonstances les plus ignominieuses.

Néanmoins, par la loi passée dans nos Chambres au mois de mai 1819, la connoissance des délits de la presse fut attribuée au jury. Il me fut impossible dès-lors d'apercevoir les motifs qui justifioient un changement, sur lequel j'a-

voue que mon opinion n'a pas varié depuis. A quel titre avoit-on pensé que des jurés fussent plus qualifiés pour prononcer sur les délits commis par la voie de la presse, que les magistrats permanents qui en avoient été chargés jusqu'à cette époque.

Parmi les qualités indispensables dans un juge, l'impartialité, l'absence de préventions, celle de tout esprit de parti, sont certes au premier rang. Je conçois fort bien que lorsqu'il s'agit d'un crime, c'est-à-dire d'un fait matériel, ces qualités ne puissent se rencontrer nulle part mieux que dans un jury. Dans l'examen d'une accusation de crime, l'esprit de parti intervient rarement : si des préventions personnelles, des motifs de partialité, pouvoient exister dans quelques uns des jurés, ils seroient infailliblement récusés.

Mais dans les délits de la presse, ce n'est plus un simple fait qu'il s'agit de juger, c'est une intention condamnable, une tendance criminelle, qu'il faut chercher dans quelques expressions, dans des passages détachés, ou dans l'ensemble d'un ouvrage; qu'il faut démêler au milieu des interprétations spécieuses que des avocats habiles (je parle des accusateurs comme des défenseurs) savent si souvent en donner. Dira-t-on

que dans des cas pareils l'expérience, l'étude, l'habitude de méditer, d'analyser, celle même de lire (choses considérées comme superflues dans des jurés appelés à prononcer sur un simple fait) ne soient d'aucune utilité? Dira-t-on du moins qu'une lecture attentive et suivie de l'ouvrage ne fût pas à désirer de la part de celui qui doit le juger? et cette lecture, croit-on que des jurés l'aient souvent faite, ou qu'ils soient toujours à même de la faire? L'avantage des juges permanents me paroît incontestable sous ces rapports.

J'admets que les jurés aient lu l'ouvrage, ou ce qui arrivera plus souvent, qu'ils s'en soient fait une idée d'après ce qu'ils auront entendu dire à leurs amis, dans leur coterie, ou dans le public, ou d'après ce qu'en auront dit les journaux qu'ils lisent habituellement; c'est ici qu'il faut traiter l'article des préjugés, des préventions. Pense-t-on que les jurés en seront toujours, en seront souvent exempts? N'est-il pas trop probable au contraire, qu'ils arriveront presque toujours avec une opinion formée, et formée sur des notions imparfaites; que parmi les raisonnements qu'ils entendront, ceux qui viendront à l'appui de ces notions feront infiniment plus d'impression sur eux, que ceux qui

les contrarieront? Que sera-ce si l'esprit de parti s'en mêle, s'il est question d'un écrit politique? Peut-on se flatter qu'il ne leur arrivera pas de considérer comme injuste et condamnable tout ce qui sera dirigé contre l'opinion politique qu'ils ont adoptée, contre le parti auquel ils professent d'appartenir; d'envisager au contraire avec indulgence, et comme innocents ou excusables, les écarts les plus pernicioeux, les exagérations les plus incendiaires, les doctrines les plus dangereuses, lorsqu'elles seront dans le sens dans lequel eux-mêmes sont habitués à agir et à parler?

On me dira que ce que j'applique aux jurés peut s'appliquer à tous les hommes; on me demandera où je chercherai l'impartialité? je conviens qu'une impartialité parfaite ne se rencontrera pas fréquemment dans la nature humaine. Mais je n'hésite pas à dire que je la chercherai plutôt dans des juges permanents qui, par état, par devoir, par honneur, sont appelés à faire de l'impartialité la première règle de leur conduite; qui doivent même savoir qu'en définitif, leur intérêt bien entendu sera toujours de s'y conformer scrupuleusement; qui enfin, par les lumières et les connoissances que leur état les a mis dans la nécessité d'acquérir, doivent être

moins susceptibles de se laisser égarer par des illusions et des sophismes.

Je conçois que l'amour-propre des écrivains est révolté de l'idée d'être traduits devant les tribunaux de *police correctionnelle*. Il en est certes, parmi eux, qui n'ont guère le droit de s'en choquer. Mais enfin, la loi actuelle leur offre la consolation de l'appel aux Cours royales. Cet appel aura lieu sans doute dans toutes les affaires un peu importantes; en sorte qu'en réalité ce seront presque toujours les Cours royales qui prononceront, et on ne peut disconvenir que dans des tribunaux plus relevés les garanties d'impartialité ne doivent exister à un plus haut degré.

Je ne pourrois m'empêcher de trouver une contradiction dans la loi qui, en même temps qu'elle laisseroit aux juges une si grande latitude pour graduer la peine (cette latitude existoit dans la loi de 1819), appelleroit le jury pour prononcer sur la culpabilité. En effet, qu'est-ce qui guidera les juges dans la graduation de la peine? Les circonstances plus ou moins favorables ou aggravantes qui se présenteront; mais sur-tout l'intention présumée de l'écrivain, la tendance de l'écrit, l'effet qu'il peut produire. Eh bien! est-ce accroître excessivement le pouvoir des juges que de les charger aussi de déter-

miner le point où cette intention, cette tendance, deviennent criminelles? Est-il déraisonnable que ceux qui auront à mesurer, par un examen approfondi, le degré de la criminalité, fixent la limite où elle commence? La nuance souvent si délicate qui la constitue sera-t-elle mieux aperçue par des hommes qui n'y jetteront les yeux pour ainsi dire qu'en passant?

On en appellera sans doute à l'épreuve de trois années que la loi de 1819 a subie. J'ai entendu déclarer publiquement, et d'un ton très affirmatif, que la répression des délits de la presse avoit été pendant ce temps aussi efficace que celle de tous les autres crimes ou délits, et même plus efficace qu'elle ne l'étoit auparavant. Des preuves n'étoient point produites à l'appui de cette assertion; et je n'ai pour l'apprécier que les notions que tout le public peut avoir. Sur quoi est-elle fondée? Les abus de la presse ont-ils été plus rares? Il me semble au contraire que les écrits impies, séditieux, diffamatoires, se multiplient également, sinon de plus en plus. Les condamnations ont-elles été plus nombreuses? Mais cela pourroit être le résultat de la fréquence des délits; et l'efficacité de la loi seroit bien mieux démontrée par le petit nombre des procès que par la multitude des condamna-

tions. Enfin les jugemens rendus ont-ils toujours satisfait les amis de l'ordre et de la justice? Chacun répondra selon sa conscience à une question aussi délicate. Quant à moi, je n'hésite pas à dire que parmi les écrits jugés dans cet intervalle, il en est plus d'un que je n'ai pu voir qu'avec douleur déclarer innocent.

Qu'il me soit permis de citer encore l'Angleterre, et de rappeler que jusqu'à nos jours le jury anglois, dans les cas d'abus de la presse, ne prononçoit réellement que sur le fait de la publication. Ce n'est que bien peu d'années avant notre révolution que, par une loi nouvelle, le jury a été appelé à juger la criminalité de l'écrit. Et je crois que parmi les membres du Parlement qui ont contribué à passer cette loi, il en est beaucoup qui ont vécu assez pour s'en repentir. Car un long séjour dans cette île m'a donné l'occasion de voir les écrits les plus incendiaires et les plus dangereux absous avec une persévérance qui étoit pour les écrivains du même genre un gage presque certain d'impunité. L'Angleterre, me dira-t-on, n'a pourtant pas éprouvé de révolution; elle a résisté à ce torrent d'écrits qui vous paroissent si dangereux. Il est vrai; mais lorsque cette nouvelle jurisprudence y a été introduite, sa constitution avoit déjà un siècle d'exis-

tence; elle étoit déjà consolidée par l'expérience de ses avantages, et sur-tout par l'opinion dont tout Anglois est imbu dès le berceau de l'excellence de son gouvernement par-dessus tous les autres. Et après tout, l'impunité de ces écrits n'en a pas moins donné naissance en Angleterre à un parti qui, s'il n'étoit continuellement surveillé et contenu, et si des circonstances malheureuses favorisoient jamais ses projets, renverseroit bientôt la constitution angloise, sous prétexte de la réformer.

Il est une autre considération que je me permettrai d'exposer. L'impunité des délits de la presse tend proportionnellement beaucoup plus à les multiplier, que l'impunité des crimes ou des délits de toute autre espèce. L'assassin, le voleur, le faussaire, qui par des circonstances fortuites a échappé à la condamnation, n'en connoît pas moins le danger qu'il courroit s'il commettoit de nouveau le même crime. Lui-même, et ceux qui seroient tentés de suivre son exemple, ne peuvent se flatter que le hasard les soustraira toujours au châtement dont la loi les menace. Le libelliste, l'écrivain séditieux, quand il se trouve dans la même position, n'éprouve pas la même crainte. L'écrit reste là, avec le cachet de l'innocence qu'un jugement y

a imprimé. L'auteur, et ceux qui sont disposés à marcher sur ses traces, savent désormais ce qu'ils peuvent hasarder, et jusqu'à quel point ils peuvent s'avancer. Croit-on qu'ils ne seront pas encouragés à rentrer dans la même carrière, et presque toujours à faire un pas de plus?

La rigidité probable ou supposée des tribunaux, auxquels on propose de renvoyer les délits dont il s'agit, ne seroit donc pas un motif pour moi de rejeter la proposition ; et si on m'accusoit d'être l'ennemi de cette liberté dont je desire si vivement voir réprimer les abus, je répondrois par une observation, dont j'espérerois que tout esprit juste sentiroit la vérité : c'est que la liberté de la presse, comme la liberté en général, n'existera nulle part plus réellement que là où le pouvoir de nuire sera restreint de la manière la plus efficace.

Je vote l'adoption de l'article 17.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

OPINION

DE M. LE DUC DE DAMAS

SUR le projet de loi relatif à la police de la presse
périodique.

CHAMBRE

DES DEPUTES

SESSION DE 1841

OPINION

DE M. LE DUC DE DAMAS

Le projet de loi relatif à la police de la presse
présenté par M. le Ministre de l'Intérieur
a été l'objet d'une discussion très vive
dans la Chambre des Députés.
M. le Duc de Damas a pris la parole
pour exprimer son opinion sur ce projet.
Il a fait remarquer que la liberté de la presse
est une des bases de notre Constitution
et qu'il faut veiller à ne pas la compromettre.
Il a soutenu que le projet de loi
contenait des dispositions qui
pourraient porter atteinte à cette liberté.
Il a proposé de modifier certaines
dispositions du projet de loi
afin de garantir la liberté de la presse.
Son opinion a été prise en considération
par la Chambre.

CHAMBRE DES PAIRS

OPINION

DE M. le duc DE DAMAS sur le projet de loi relatif
à la police de la presse périodique.

MESSIEURS,

La loi relative aux délits de la presse que la Chambre vient d'adopter, offroit un grand nombre de questions faciles à résoudre pour tout esprit droit, pour tout homme de bonne foi; mais elle en offroit aussi dont l'examen et la discussion appartoient plus particulièrement aux hommes versés dans la science du droit et de la procédure. Ils ont dû être, ils ont été mes guides; ils ont déterminé mon vote.

La loi soumise maintenant à votre discussion a un tout autre caractère.

C'est une loi de haute police, de véritable intérêt d'état. Il ne faut pas avoir des connoissances approfondies en ce genre pour en juger l'utilité ou la nécessité. De la bonne foi, une conscience droite, un peu de sens et un grand

desir du bonheur de son pays , sont les seuls guides nécessaires pour entrer d'un pas ferme dans la carrière. Je me hasarde donc à vous présenter sans prétention , mais avec loyauté , le résultat de mes réflexions.

Le nombre des hommes qui croient ou qui feignent de croire que le droit de publier des journaux est un droit naturel , un de ces droits que la Charte a plutôt reconnus que donnés , ce nombre est si peu considérable , qu'il me semble inutile de réfuter cette singulière opinion.

J'ignore s'il peut se trouver quelques personnes assez déraisonnables pour contester à la puissance suprême le droit de régler l'usage des choses ou l'exercice des industries , quand cet usage ou cet exercice peuvent avoir une grande influence sur la paix publique et la sûreté commune. Ce que je sais , c'est que ce droit est habituellement exercé , sans qu'à ma connoissance on ait jamais pensé à crier à l'injustice ou au despotisme ; ce que je sais , c'est que ce droit est chaque jour appliqué à une foule de professions et d'industries , beaucoup moins susceptibles que la profession et l'industrie des journalistes de porter atteinte à l'ordre public.

On ne conteste à personne le droit de recueillir dans les champs des plantes vénéneuses ; chacun a le droit de faire dans sa maison des opérations chimiques , au moyen desquelles il fabriquera des poisons : et cependant il existe non seulement des réglemens , mais des lois , et des lois rendues par les assemblées les plus libérales , par exemple , par celle qu'on nomme Constituante , qui assujétissent à des conditions et des garanties spéciales le débit de ces sortes de matières. N'est pas pharmacien qui veut : et même ceux qui pourroient prouver qu'ils ont les connoissances nécessaires pour exercer cette profession , n'en obtiennent pas tous le droit. Le nombre en est limité.

Ajouterai-je qu'il en est de même d'un grand nombre de professions , dont l'exercice est encore moins dangereux ? qu'on a besoin d'une autorisation du Roi pour être agent de change , courtier , notaire , avoué , huissier , commissaire-priseur , imprimeur , etc. ? que cette autorisation est exigée pour former des banques , des sociétés , établir certaines manufactures , etc. etc. ? La raison de toutes ces autorisations est la même. Dès qu'une profession ne peut être exercée sans quelque inconvénient pour la société , la société , qui ne doit permettre que ce qui lui

est utile , qui a droit d'interdire tout ce qui peut lui être nuisible , pose des règles , détermine des conditions , confie à l'administration suprême le droit d'autoriser ou d'interdire.

Je croirois insulter à votre sagacité , Messieurs , et abuser de vos moments , si je m'arrêtois plus long-temps à justifier l'art. 1^{er} du projet de loi. Il me suffit de dire que la communication de nouvelles vraies ou fausses , de pensées bonnes ou mauvaises par la voie des journaux , a une influence sur la société , bien plus grande que l'exercice des diverses professions que je viens d'indiquer ; que s'il est d'une bonne administration d'empêcher le premier venu d'élever des traiteaux sur les places publiques pour entretenir les passants de matières de politique ou de morale ; si des lois astreignent à des autorisations les réunions de plus de vingt personnes pour s'occuper de lectures ou de discussions même littéraires , la mesure proposée pour l'établissement des journaux doit paroître à tout homme de bonne foi conforme à la raison et aux règles d'une bonne administration , dont le premier devoir est de maintenir la paix publique.

J'ajoute que cette mesure est autorisée par l'art. 8 de la Charte. Quand j'accorderois aux

adversaires du projet, que le droit de faire des journaux est compris dans cet article sous le nom de liberté de publier ses opinions, je dirois, avec la Charte, que le droit garanti par l'art. 8. ne l'est que sous la condition de se conformer aux lois à faire.

Or, qu'est-ce que se conformer?

Se conformer signifie et a toujours signifié accomplir une condition, une obligation imposée antérieurement à l'acte qu'on va faire. Se conformer à la loi, c'est exécuter la loi que l'on connoît d'avance. Si on est frappé d'une peine pour un délit, on en subit le châtement, précisément parcequ'on ne s'est pas conformé à ce que la loi ordonnoit.

Ainsi la Charte ayant consacré le principe des mesures préventives, j'ai pour mon opinion le texte formel de la loi fondamentale.

Peut-être cherchera-t-on à conclure de ce que je viens de dire, qu'une mesure de précaution pourroit être également prise contre les publications d'ouvrages non périodiques. Je ne refuse point cette conséquence : je dis seulement que, de ce qu'on a cru pouvoir se passer de ces mesures contre la presse non périodique, il seroit absurde d'en conclure qu'on n'ait pas le droit de les prendre contre la presse périodique.

dont les dangers paroissent plus graves, plus redoutables, plus menaçant incessamment la paix publique, que ceux de l'autre presse.

Mais après avoir adopté, à l'égard de l'établissement des journaux, une mesure légitime en elle-même, et nécessitée par la nature de ce genre d'industrie, doit-on s'en tenir à cela seulement ? Et si le journaliste, abusant de la concession qu'on auroit pu lui refuser, en faisoit usage contre la société de qui il la tient, la société seroit-elle réduite à ne pouvoir retirer un instrument obtenu sous la condition implicite de ne pas nuire, et dont on fait contre elle un instrument de dommage ?

Ici, Messieurs, je ne craindrai pas de répéter que la profession de journaliste doit être soumise aux mêmes règles que toutes les autres professions soumises à des autorisations préalables. L'abus de la concession donne le droit de la retirer. Les lois le décident en termes formels. Les unes laissent ce droit au Gouvernement lui-même qui a donné l'autorisation ; les autres le confient aux tribunaux, et c'est ainsi que le veut l'art. 3. de la loi que nous discutons.

Cet art. 3. établit un moyen de reconnoître et de juger si, et jusqu'à quel degré, il y a abus

de l'autorisation. Il permet d'enlever, soit pour un temps limité, soit pour toujours le bienfait d'une concession qui a été dirigée contre la société au nom et dans l'intérêt de laquelle l'autorité suprême l'avoit accordée.

Le principe qui sert de fondement à l'art. 3 est donc la conséquence de l'article 1^{er}; et si j'ai suffisamment motivé mon adhésion au premier article, je suis, par une juste conséquence, parvenu à démontrer que l'art. 3 ne propose rien qui ne soit légitime.

Maintenant examinons si le mode d'application de ce principe est également légitime.

L'article propose d'investir les Cours royales du droit de suspendre ou de supprimer les journaux dont l'esprit, résultant d'une succession d'articles, seroit de nature à porter atteinte à la paix publique, au respect dû à la religion de l'état ou aux autres religions légalement reconnues en France, à l'autorité du Roi, et à la stabilité de nos institutions.

Ici, Messieurs, se présente une première question. Devoit-on confier le droit de juger l'abus, et de retirer l'autorisation à un pouvoir indépendant de celui qui l'a concédé? Si je n'écoutois que mon sentiment personnel, et si je ne me décidais que par toutes les habitudes de

ma vie, je penserois que ce droit de juger l'abus et de retirer l'autorisation doit appartenir à celui qui l'a donné; mais examinant la question sous les rapports politiques, et dans l'intérêt de cette sage liberté, que nous devons aux vœux paternelles du Roi, et pénétré des devoirs que la dignité de la pairie impose à chacun de nous, de tenir une juste balance entre la possibilité des abus de l'autorité que les Ministres pourroient commettre sous le nom sacré du Roi et les intérêts de la liberté publique, je suis amené à trouver plus convenable, plus rassurant, de mettre le droit de juger et de réprimer l'abus hors des mains du ministère. Sachons gré aux Ministres de donner ainsi, dans la proposition de la loi, une preuve de leur modération et de leur patriotisme.

L'idée d'une haute Commission composée de Pairs, de Députés, et de quelques membres de la magistrature a pu séduire de bons esprits. En effet, le droit de publier les pensées et de prévenir les abus de ce droit importe au moins autant à la société que la surveillance de la caisse d'amortissement et des consignations. La liberté et la paix publiques sont aussi des dépôts sacrés, et la coopération des grands corps de l'État pour les conserver, peut paroître n'être pas sans avantages.

Mais on ne peut se dissimuler la difficulté d'exécution ; et, si d'un côté il y a du danger à ce que l'administration suprême soit investie du droit de supprimer les journaux, si de l'autre ce pourroit être une innovation sujette à de graves inconvénients que d'appeler à l'exercice de cette sorte d'autorité, le pouvoir judiciaire est le seul qui s'offre à nous. Par cela même, la question me paroît décidée en fait. J'ajouterai, qu'en droit le système proposé par l'article 3 est celui qui offre le plus de garantie à la liberté, le plus d'obstacles aux abus du pouvoir ministériel.

Ce n'est pas dans cette enceinte, ce n'est pas devant les Pairs de France, que j'aurai besoin de défendre l'indépendance des Cours royales. Nous n'avons point à redouter ici ces imputations scandaleuses, auxquelles ne croient pas ceux qui les proclament avec tant d'assurance, mais qu'ils proclament toujours, parcequ'elles sont répétées d'après eux dans tous les coins de la France, et qu'elles y trouvent des dupes ou des complices tous prêts à y croire ou à les propager.

Il est une objection qui peut avoir quelque chose de spécieux, et que par cela même il importe de réfuter.

Comment, dit-on, juger que l'esprit, la ten-

dance d'un journal composé d'une série quelconque d'articles, porte atteinte à ce qu'il y a de plus sacré, lorsque peut-être on n'aura pu parvenir à faire juger et condamner un seul article pour l'un des faits qualifiés *délit* par la loi pénale?

Comment, Messieurs? comme on a la conviction qu'un homme est un mauvais citoyen, qu'un homme est un ennemi de la légitimité, peut-être même un conspirateur, quoiqu'on n'ait pu se procurer des preuves assez formelles pour le frapper des peines prononcées par les lois.

Les cours déclareront qu'il y a eu abus de la concession. Elles la retireront, parcequ'elles reconnoîtront que les conditions du contrat n'ont pas été accomplies.

Une fois qu'on est obligé d'avouer, et je ne sais pas s'il est possible de ne pas le faire sans nier l'évidence, que la société peut accorder ou refuser le droit d'entreprendre un journal, il faut reconnoître aussi qu'elle n'accorderoit pas cette autorisation à celui qui auroit annoncé qu'il va employer cet instrument contre la religion, le Roi, la Charte, la paix publique; il faut reconnoître que la condition de ce respect pour ce que nous avons de plus cher a été imposée à celui qui a obtenu cette autorisation;

il faut enfin reconnoître, nous le répétons, que le mépris de cette condition donne le droit de retirer la concession.

L'article 3 décide par qui cette révocation sera prononcée; et certes il étoit difficile de donner une meilleure garantie que d'attribuer le jugement à une autorité indépendante, à une autorité qui, dans toutes les circonstances de la vie, juge les actions des hommes, en démêle les motifs cachés, recherche les secrets de la fraude, est habituée à la suivre et à la saisir malgré l'adresse des rédactions et la subtilité des expressions; à une autorité qui trouve écrit dans la première de nos lois civiles, que la propriété est le droit d'user des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage contraire aux lois et aux réglemens; enfin à l'autorité qu'une foule de lois investissent du pouvoir d'interdire l'exercice de ses droits à celui qui en abuse.

Il me reste à examiner l'art. 4 du projet.

Si le Gouvernement avoit reproduit la proposition de censure, telle qu'il l'a obtenue les années précédentes, je n'aurois point hésité à la lui accorder; les circonstances dans lesquelles on étoit alors n'étoient pas plus graves: j'oserai dire qu'elles l'étoient moins qu'au-

jourd'hui, puisque la rébellion et l'appel d'un usurpateur ont eu lieu dans nos provinces; puisque des vagabonds séditeux ont souillé par leur présence la terre classique de la fidélité à la race de nos Rois, à la religion de nos pères; puisque enfin, il faut bien l'avouer, le signe de la rébellion est parti de ces écoles mêmes où ne devroient jamais être prononcées que des paroles de paix et d'obéissance aux lois, des expressions d'amour et de dévouement pour le Roi.

Mais le Gouvernement, confiant dans la force qu'il trouvera en lui-même et avec l'assistance des bons citoyens, ne va pas jusqu'à demander actuellement la censure: il se borne à vous requérir de l'armer au besoin et pour de graves circonstances. Qui donc oseroit dire au Roi: Nous vous refusons les moyens de défendre la société lorsqu'elle sera attaquée? Faut-il donc attendre le mal pour y remédier? Est-ce à la vue des assiégeants que l'on fortifie les places? et le guerrier doit-il attendre l'heure même du combat, et le moment de l'attaque, pour préparer ses armes?

Non, Messieurs, une telle proposition ne seroit pas française; elle ne seroit pas digne de vous. Convaincus de l'importance de nos de-

voirs et de la gravité des dangers, nous ne devons refuser au Roi aucuns moyens de prévenir le mal. Nous ne pourrions les lui refuser aujourd'hui même s'il les croyoit nécessaires; nous devons, à bien plus forte raison, ne pas hésiter à les lui accorder éventuellement, et pour des possibilités que, sans doute, le Dieu protecteur de la France ne permettra pas de se réaliser, mais contre lesquelles il est d'une sage prévoyance d'armer l'autorité royale.

Et d'ailleurs, de combien de précautions rassurantes est entourée cette mesure, dont on ne vous demande l'usage qu'éventuellement. Il faudra des circonstances graves, dont les Chambres deviendront bientôt les appréciateurs et les juges; on ne vous demande pour le salut de l'état que ce que les lois ont déjà donné au Gouvernement en matière de dépenses publiques, bien moins urgentes sans doute que les mesures nécessaires pour sauver nos institutions et nous-mêmes. Les Ministres seront tenus de vous soumettre les motifs qui les auroient portés à faire usage de l'article 4. Si les Chambres ne voyoient pas les circonstances du même œil, vous en conclueriez avec raison que le ministère a établi la censure dans son intérêt propre, et non dans celui du Roi et de

l'État. A quelle terrible responsabilité les Ministres ne se trouveroient-ils pas exposés par la déclaration que feroient alors les Chambres; et peut-on penser qu'il y en ait qui veuillent légèrement courir un tel danger?

Au surplus nous trouvons un nouveau gage de sécurité dans le loyal abandon qui sera sans doute apprécié par les vrais amis de la liberté publique, et par lequel le Roi s'interdit d'exercer la censure, dès qu'un appel à l'opinion de la France, proclamé par la dissolution de la Chambre des Députés, rendra nécessaire que cette opinion soit exprimée sans obstacles. Le Gouvernement pouvoit-il donner un gage plus certain de sa bonne foi qu'en faisant une proposition si noble et si franche, je dirois même si libérale si on n'étoit pas parvenu à travestir le véritable sens de cette expression? Quel motif d'inquiétude pourroit-on donc en concevoir?

Pour moi, plein de confiance dans la sagesse du Roi, dans la pureté d'intentions des Ministres, je repousse de vaines craintes et je vote pour le projet de loi.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,
Rue du Pont de Lodi, n° 6.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

OPINION
DE M. LE DUC DE DALBERG

SUR le projet de loi relatif à la répression des délits
commis par la voie de la presse, ou par tout autre
moyen de publication.

La clôture de la discussion générale a empêché l'orateur qui s'étoit fait
inscrire de prononcer cette Opinion à la tribune.



CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

Session de 1891

OPINION

DE M. LE DUC DE DALBERG



CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le duc DE DALBERG sur le projet de loi relatif
à la répression des délits commis par la voie de la
presse, ou par tout autre moyen de publication.

MESSIEURS,

Vous avez entendu de nombreux et éloquents discours. Tous avoient pour but la recherche de la vérité. Je ne m'écarterai point de cette route.

La loi qui nous occupe mérite notre plus sérieuse attention. Permettez que je vous soumette quelques observations, et que je vous rappelle quelques faits.

La France, courbée sous le poids d'un despotisme militaire devenu intolérable, en guerre avec toute l'Europe, réclamoit impérieusement en 1814 un changement dans sa situation.

Ceux qui, à cette époque, ont pu, par leur amour pour une liberté légale, concourir au

(4)
rétablissement d'un pouvoir régulier, connoissent mieux que personne sous quels auspices ce changement a pu s'opérer. Ceux, Messieurs, qui, un an plus tard, fidèles à leur devoir, et animés de zèle pour le maintien de la royauté constitutionnelle, ont pu aider à la raffermir au milieu de nous, ont, dans la discussion présente, quelques droits à être entendus avec indulgence.

Beaucoup d'entre nous, tous peut-être, se rappellent les faits principaux de ces deux époques.

Quelques uns avoueront, dans la sincérité de leur âme, les difficultés qui se sont présentées; quelques autres voudront en écarter le souvenir. J'y consens pour ce qui me regarde, mais je ne puis le faire dans l'intérêt de l'ordre public, et moins encore pour le sentiment de respect et de dévouement pour la dynastie qui nous gouverne, et que les conseillers de la Couronne paroissent vouloir faire agir, comme si un Bourbon pouvoit promettre en vain.

J'étois membre du Gouvernement provisoire, et j'ai eu l'honneur d'être associé aux travaux du congrès de Vienne.

En 1814, la restauration d'un pouvoir régulier

lier a trouvé son appui dans le vœu de la grande majorité de la nation, et dans la sagesse si ré-vérée du Roi. La nation consentit d'échanger des faisceaux de gloire contre des libertés qu'elle réclamoit en vain depuis trente ans. Elle se rattacha à d'anciens et glorieux souvenirs. La dynastie des Bourbons fut reçue avec joie. Un gouvernement, dans l'origine fort et puissant, tomba par ses excès : aucune force humaine n'a pu le maintenir.

En 1815, époque d'un si funeste attentat, une seconde restauration de la *monarchie constitutionnelle* s'est faite, et le maintien d'une autorité légitime s'est effectué, par l'intime conviction que le chef de la légation de France à Vienne a su faire partager à l'Europe, que sa patrie ne seroit tranquille et heureuse que sous son Roi, et par l'effet du système de gouvernement que ce souverain avoit lui-même consacré par la déclaration de Saint-Ouen.

C'est sur ce terrain, Messieurs, qu'il faut nous replacer, parceque les pouvoirs ne se maintiennent, pour l'ordinaire, que par les moyens qui les ont créés.

C'est donc d'après les principes consignés dans la déclaration de Saint-Ouen, et dans les

actes publics des deux restaurations, que nous avons à examiner la loi telle qu'elle a été présentée à l'autre Chambre et amendée par elle. Quant à la loi qui nous occupe, il est à désirer que nous abordions son examen après nous être dépouillés entièrement de tout esprit de parti, s'il en existe parmi nous; que nous fassions également abstraction de toute théorie particulière de gouvernement; que nous ne parlions ni de droit divin, ni de mandat, questions oiseuses et imprudentes; et que nous jugions en définitif si cette loi est *nécessaire*, si elle répond à *l'opinion nationale*, et si enfin elle est *conforme* aux principes de la liberté et aux institutions qui appartiennent au gouvernement représentatif qui doit nous régir : gouvernement, Messieurs, que le Roi a proclamé à son retour, qu'il a garanti, auquel il s'est engagé, lui et sa famille, par serment; qui fait sa sûreté comme la nôtre, et qui, sous différentes nuances, doit régir tous les peuples de la terre, parcequ'ils ne peuvent être régis que d'après leurs opinions et leurs coutumes dominantes, et qu'il y a, comme dit Montesquieu, *tyrannie de vouloir gouverner les nations contre leurs opinions*.

Le gouvernement représentatif, Messieurs,

si je le comprends bien, est celui de l'opinion. Or, au nombre de ses éléments constitutifs, est le droit qu'a tout citoyen d'émettre et de publier ses opinions, que la Charte étend avec raison à celui de *les faire imprimer*. Les lois qui existent répriment suffisamment la licence; l'autorité n'est point sans armes contre elle. Mais tout ce qui prive une nation de la connaissance de ses droits et de ses intérêts, prive aussi le Gouvernement de sa véritable force; car, dans un pays libre, la force du Gouvernement est dans l'opinion et ne peut être que là, et la liberté de la presse est l'instrument perfectionné de cette opinion. Les nations éclairées et civilisées, et la France par conséquent au premier rang, ne sollicitent pas un autre régime; elles veulent jouir et prospérer sous de telles institutions.

Les refuser a de graves inconvénients: l'Espagne et l'Italie nous le démontrent; mais revenir sur des concessions faites, ou les altérer sans cesse, est le comble de l'imprudence, et présente de véritables dangers.

Différents ministères en ont fait le funeste essai: qu'en est-il résulté? Les embarras qu'ils ont créés leur survivent! Je desire sincèrement

que celui qui vient d'être chargé de nos destinées ne nous amène pas des circonstances plus orageuses que n'ont été celles qui ont marqué la retraite des ministères précédents.

Quant à la loi qui nous occupe, et bien plus, celle de la presse périodique qui va suivre, elles ne donnent, ce me semble, pas plus de force au Gouvernement, mais beaucoup plus d'embarras et de tracasseries, qu'il n'en avoit en usant avec sagesse des dispositions législatives confiées à ses mains.

Cependant si tous les ans on veut varier les lois, qu'on vote donc comme par abonnement avec tous les ministères, pourvu que les institutions fondamentales de notre régime se maintiennent et qu'on respecte les libertés promises par le Souverain.

Si le mot *constitutionnelle* pouvoit être rétabli dans l'article 2, que par imprudence ou par une coupable intrigue, on veut repousser pour mieux attaquer les droits qu'il désigne; si, dans l'article 1^{er}, le jugement *par jury* pouvoit être maintenu, je crois que, pour fortifier l'autorité, nous devrions adopter la loi, sous quelque opinion que nous nous trouvions classés dans cette Chambre.

C'est sur ces deux dispositions que je me permets d'appeler votre attention particulière. Plusieurs de mes honorables amis l'ont déjà fait avec le talent qui leur est particulier; qu'ajouterait-on, d'ailleurs, aux discussions lumineuses de l'autre Chambre? mais n'oublions pas que par l'esprit de notre institution de Pairie, nous avons à veiller particulièrement *aux principes de notre forme de gouvernement*, et que, par suite des réserves sous lesquelles nous délibérons, nous avons besoin de ne pas donner de trop forts témoignages de complaisance et d'une confiance aveugle.

C'est dans cette enceinte qu'il faut avoir le souvenir de ce qu'a valu à la France le silence du premier corps de l'État; c'est dans cette enceinte qu'il faut s'éclairer d'un si funeste exemple, et se convaincre que si des Ministres, par un zèle mal entendu, veulent de nouveau que le pouvoir royal envahisse les libertés fondamentales garanties par la Charte, ils créent, comme le dit si bien un des orateurs (1) de l'autre Chambre, et que nous honorons dans celle-

(1) M. Royer-Collard.

ci, le danger que la monarchie ne paroisse, à beaucoup d'esprits, incompatible avec les libertés qu'elle a promises.

Pour des faveurs du moment n'exposons pas la destinée du pays; servons utilement le Roi et la monarchie constitutionnelle.

L'influence du pouvoir de la Couronne agit par une pression lente et continuelle: il faut en mesurer l'action et la force. L'opinion du peuple agit par une impulsion soudaine: de grands malheurs alors s'en suivent.

La liberté de la presse empêche l'un et l'autre, la vérité éclate du choc entre deux opinions qui se combattent. Elle maintient avant tout la moralité dans une nation, l'intégrité des fonctionnaires, elle empêche qu'une mauvaise administration soit possible, ou si elle est possible, qu'elle soit durable.

Le plus grand bienfait de la publicité est de corriger et de neutraliser les vices de nos institutions, quand elle ne les fait pas immédiatement disparaître.

Croyez, Messieurs, qu'une monarchie perd de sa sécurité en proportion qu'elle tourne vers l'arbitraire, et que pour elle il n'existe pas de doctrine pernicieuse lorsque le Sou-

verain est respecté, qu'on peut honorer les fonctionnaires publics, et que les institutions sont conformes à l'opinion.

Vous ne m'accuserez pas d'être inspiré par un mauvais esprit, si j'avance, qu'au milieu de la crise qui menace l'Europe, il peut arriver que, si nous ne défendons pas avec courage le maintien des libertés publiques et les formes essentielles du gouvernement représentatif, nos enfants ne jouiront peut-être plus du privilège de la Pairie, et leurs cœurs ne pourront plus reconnoître, comme le font les nôtres, l'honneur que le Roi nous a fait en nous y appelant.

La noblesse française vit dans les souvenirs de l'histoire. Elle porte toutes les illustrations que peuvent donner les armes et les lettres; des sentiments de justice et de courage l'honorent. Personne ne peut lui disputer de si beaux titres. Mais notre Pairie est une *magistrature aristocratique*; pour la fonder et lui procurer de la durée elle doit se placer au premier rang des défenseurs des libertés publiques, balancer les pouvoirs, et soutenir d'une main ferme l'édifice constitutionnel sous lequel la nation a voulu se placer.

Je vote le rejet de la loi, à moins que les changements, indiqués par M. le comte Bastard aux articles 2 et 17, ne la corrigent.

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,

Rue du Pont de Lodi, n° 6.

les
ard

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1821.

Séance du samedi 26 janvier 1822.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLENDAL

Sur la pétition de M. Douglas Loveday.

CHAMBRE

PARIS DE FRANCE

OPINION

DE LA MAJORITY BRITANNIQUE

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le marquis DE LALLY-TOLENDAL sur la pétition
de M. Douglas Loveday.

MESSIEURS,

J'ai porté la plus grande attention au rapport que vos Seigneuries viennent d'entendre. Je reconnois avec respect le scrupule des recherches malheureusement insuffisantes, et la pureté d'intention dont chaque ligne m'a paru porter l'empreinte. Avec le même scrupule j'avois cherché de mon côté à m'instruire, autant que je le pourrois, des circonstances de cette affaire extraordinaire, et à bien peser toutes les conséquences possibles de l'accueil que nous ferions à la pétition maintenant devant nous. J'ai l'honneur d'être allié au gen-

tilhomme anglais catholique, M. Édouard J., dont le nom a été cité au milieu de ces querelles avec toute la considération qui lui est due, et qui, ainsi que madame J., a employé sa vertueuse et charitable médiation pour concilier les parties, et ensevelir les scandales. Le mari étoit retourné à Londres : j'ai eu un entretien avec la femme. Et ce que j'ai recueilli de cet entretien, et ce que j'ai conclu du rapport de votre commission, m'a également confirmé dans ma résolution primitive de présenter à vos Seigneuries la proposition nue que je vais leur soumettre.

Je demande à être bien compris. A Dieu ne plaise que, dans une matière aussi excessivement délicate et encore si peu éclaircie, je me permette de rien préjuger, ni sur la question de fait, ni sur la question de droit !

Mais je crois fermement, et dès-lors je dois le dire, qu'il importe aux principes de la justice, à ceux de l'ordre public, aux intérêts de la politique et de la religion, enfin à l'honneur de la Chambre, qu'on ne puisse pas dire qu'une affaire aussi grave, qu'une contestation qui occupe tant de têtes, et remue tant de consciences, ne nous a pas paru digne de la moindre

attention de notre part. Je crois qu'il importe à tous ces grands intérêts que, non pas vaguement, mais directement, nous appellions sur cette affaire, de quelque manière qu'elle nous ait été déferée, l'attention des divers membres du Gouvernement, *chacun en droit soi*.

Je m'interdis tout commentaire: mais je ne préjuge ni ne présume rien, je ne manque à aucun genre de réserve, en vous priant de ne pas perdre de vue que de l'événement singulier qui nous est dénoncé peuvent naître en foule, dans un royaume voisin, des arguments produits, reproduits, agités de toutes les manières, lorsque l'émancipation si juste et si désirée de huit millions de chrétiens catholiques y sera de nouveau mise en délibération. Préparons des arguments aux défenseurs de la catholicité, et n'en fournissons pas de nouveaux à ses adversaires.

En deux mots, tout annonce que d'énormes scandales out eu lieu quelque part: où? comment? et par qui? Il faut que toute la France, que tous les Gouvernements étrangers, que toute la chrétienté le sachent. Il faut que les délinquants ou les calomniateurs soient dévoi-

lés, et s'ils ne le sont pas, il faut au moins qu'on voie qu'il n'a pas tenu à nous qu'ils le fussent.

Je propose à vos Seigneuries que la pétition soit renvoyée aux trois Ministres de la justice, de l'intérieur, et des affaires étrangères.

RÉPLIQUE A LA FIN DU DÉBAT.

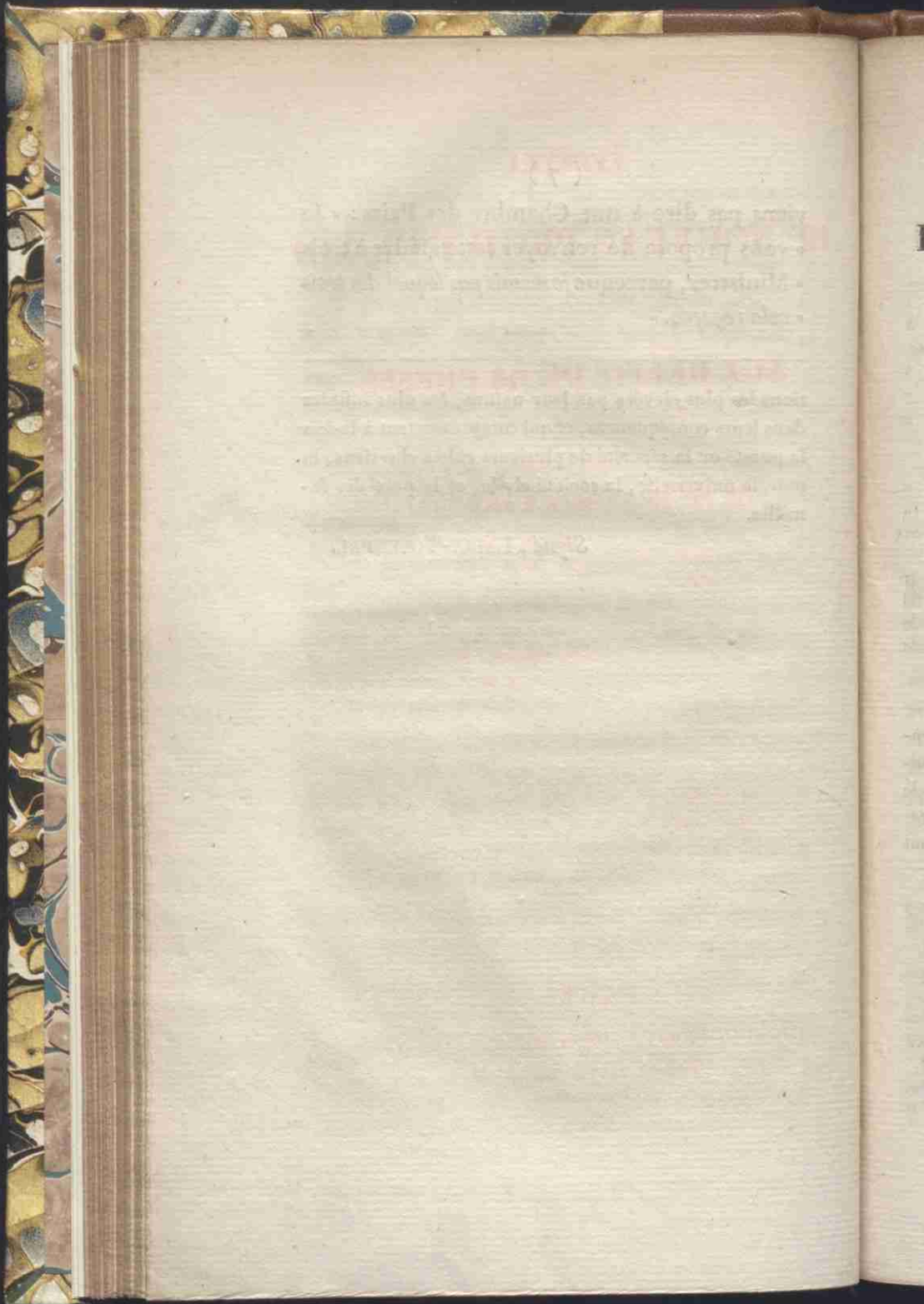
Quelle que soit l'impatience de la Chambre d'aller aux voix, il doit m'être permis d'exprimer en deux phrases que je ne conçois pas comment on a pu trouver, dans ma demande du renvoi à trois Ministres, une preuve de mon *incertitude* sur la compétence de tous trois. C'est au contraire d'après des principes fixes et des conséquences *certaines*, que j'ai demandé le renvoi au *Ministre de la justice*, car il y a question judiciaire; au *Ministre de l'intérieur*, car il y a question d'ordre public; au *Ministre des affaires étrangères*, car il y a question politique. Je puis me tromper sans doute, et plus souvent qu'un autre (1), mais je ne suis pas absurde, et je ne

(1) Sur-tout quand il faudra décider par des pointilleries de formes, et des acceptions de personnes, les ques-

viens pas dire à une Chambre des Pairs : « Je
 « vous propose de renvoyer cette affaire à trois
 « Ministres, parceque *je ne sais pas lequel des trois*
 « *cela regarde.* »

tions les plus élevées par leur nature, les plus infinies
 dans leurs conséquences, et qui compromettent à-la-fois
 la pureté ou la sécurité de plusieurs cultes chrétiens, la
 morale universelle, la société civile, et la paix des fa-
 milles.

Signé, LALLY-TOLENDAL.



CONTRE
LE NOUVEAU PROJET DE LOI

RELATIF

AUX DÉLITS DE LA PRESSE,

DISCOURS

DE M. LE COMTE LANJUINAIS,

PAIR DE FRANCE.

*LEX IMMANIS leges parit im-
maniores, quæ nocent multum,
juvant nihil, turbas vero minan-
tur, et commovent. v. p. 13.*

PARIS.

BAUDOUIN FRÈRES, IMPRIMEURS-LIBRAIRES,
RUE DE VAUGIRARD, N° 36.

~~~~~  
1822.



## SOMMAIRE.

|                                                                                                                                                                                      | Pages.       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| VRAIES causes de l'agitation.                                                                                                                                                        | 1            |
| Bonté de l'article 11 du Projet.                                                                                                                                                     | 3            |
| L'article 2 du Projet abrogerait la Charte.                                                                                                                                          | <i>ibid.</i> |
| L'article 4 inconstitutionnel.                                                                                                                                                       | 5            |
| Article 10 : Les <i>classes</i> .                                                                                                                                                    | 7            |
| Article 12 : <i>Censure</i> de tous les dessins.                                                                                                                                     | 9            |
| Articles 14 et 16 : Puissance judiciaire sans formes, attribuée aux Chambres et aux moindres tribunaux pour venger leur injure, proférée à cent, deux cents lieues de leurs séances. | 9            |
| Suppression du jury dans les délits de la presse.                                                                                                                                    | 10           |
| Recherche des opinions sur la religion.                                                                                                                                              | 13-22        |
| Cruauté des peines et de leur concours simultané, et de la défense d'avoir égard aux <i>circonstances atténuantes</i> .                                                              | 23-31        |
| Insupportable iniquité de l'article 18 et dernier.                                                                                                                                   | 31-36        |
| Récapitulation des motifs de rejet.                                                                                                                                                  | 36           |
| Amendemens proposés subsidiairement.                                                                                                                                                 | 37           |

*Nota.* Vu la clôture de la discussion, l'auteur n'a prononcé de ce discours que ce qui regarde les *classes*, l'inquisition ou la recherche des opinions sur la religion, le concours et la cruauté des peines, et l'article 8 ou la prohibition de preuve testimoniale de tout crime ou délit dont la preuve acquise diffamerait le malfaiteur.

PARIS.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

RUE DE VAUGIRARD, N. 10.

1837.

## CONTRE

# LE NOUVEAU PROJET DE LOI

RELATIF

## AUX DÉLITS DE LA PRESSE.

MESSIEURS,

La France, contristée par un long cours d'arbitraire et de mesures d'exception, ressent plus vivement que jamais le besoin de lois strictement conformes à la Charte royale, à la nature et à l'objet du gouvernement représentatif dont il n'existe qu'un simulacre. Avec la censure et l'irrégulière influence des préfets, et une majorité composée d'abord de cinq ministres, et des scènes de terreur, et un système d'exclusion, l'on est parvenu à dénaturer les élections, et à s'assurer (1) dans la Chambre

(1) Le mal avait commencé dès 1815, par l'ordonnance anti-légale qui, supprimant l'indemnité des députés, réduisit de fait les douze mille éligibles de la Charte à moins de neuf mille.

Le mal a continué, 1° par le privilège anti-constitutionnel du double vote; 2° par l'établissement et le merveilleux artifice des arrondissemens; 3° par l'influence irrégulière et souvent illicite des préfets sur les élections; 4° par le retranchement arbitraire de vingt mille électeurs, au moyen des diminutions à volonté sur la contribution foncière.

Dans la réforme de ces cinq griefs serait le remède, le seul remède à tous les mécontentemens, à toutes les agitations de la France. Il n'y aurait pas de remède légal, d'après les deux projets sur

élective une majorité composée en raison inverse des intérêts constitutionnels de l'immense majorité nationale.

Ne pouvant plus maintenant ou n'osant plus soutenir tout-à-fait la censure, le ministère et sa majorité factice essaient de continuer et d'étendre l'arbitraire, et d'assurer l'anéantissement réel de la liberté de la presse, par deux projets de loi déceptifs, dont l'un stipule la suppression des journaux à volonté, avec la faculté libre et perpétuelle de rétablir la censure; et l'autre, qui doit seul nous occuper aujourd'hui, abroge la nature *constitutionnelle*, de l'autorité présente du Roi et de celle des Chambres, supprime le jury pour les délits de la presse; défend de prouver par témoins les crimes, les délits, de peur de diffamer les malfaiteurs; érige en corporations toutes les classes d'hommes imaginables, rétablit toutes les branches du crime absurde de lèse-majesté divine au premier et au second chef, aggrave les peines toutes arbitraires des délits de la presse, délits tous arbitraires par le vague de leur définition, et ajoute enfin à ces rigueurs des raffinemens de rigueurs, destructifs de toute équité, de toute prudence, de toute justice; en sorte que le fruit certain de ce projet monstrueux, serait une nouvelle constitu-

---

la presse ordinaire et périodique! Les lois de mai et juin 1819 sont plus que suffisantes contre les abus, si l'on veut exécuter de bonne-foi. Quant aux journaux, il y a des mesures préventives nombreuses et assez efficaces; les journaux doivent être permis par la police et porter le nom des imprimeurs; les imprimeurs sont brevetés, l'inspection peut être journalière dans leurs ateliers, leurs cautionnemens sont énormes, enfin la saisie de toute page en délit peut avoir lieu presque aussitôt après l'émission. Si l'on ne veut que de l'ordre et de la justice, il y a déjà du luxe dans la police de la presse et des journaux.



tion toute servile, et une nouvelle législation toute barbare, toute oppressive et ridicule.

Je me hâte de reconnaître que, par un amendement subit et imprévu, il existe dans ce projet une seule disposition sage ; c'est celle de l'art. 11, désiré depuis longtemps, et proposé dans les deux Chambres.

Cet article, en reconnaissant que la presse peut aisément guérir les maux qu'elle aurait faits, démontre par là même combien sont odieuses et superflues les rigueurs des autres dispositions du projet, qui repousse en entier le régime constitutionnel, qui supprime les jurés pour les délits de la presse ; qui, sans nécessité, sans justice, ni équité, ni prudence, nous accable et nous enlace par de nouveaux délits vagues et obscurs, et par des excès raffinés et absurdes de peines et de rigueurs tout-à-fait inadmissibles ; enfin par un article final qui est une vraie monstruosité législative.

Nous possédons sur le papier une constitution écrite et cent fois jurée, mais nous avons osé la modifier par des lois, nous l'avons de fait ébranlée tout entière ; cependant on l'invoque aujourd'hui même, et nulle puissance au monde n'a droit de nous ravir ce bienfait royal acheté par tant d'efforts, tant de malheurs, et si nécessaire à la paix publique ; nous avons une loi récente, celle du 17 mai 1819, qui protège par des peines très-sévères, *l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres* contre toute attaque publique verbale ou écrite ; on nous propose de modifier cette disposition, en l'insérant dans le nouveau projet, art. 2, mais en abrogeant la qualification *constitutionnelle* ; en même temps, on produit la fausse et dérisoire doctrine de *l'omnipotence parlementaire* ; en même temps on ose dire que la *dictature* est dans la

Charte; en même temps on vante, on prédit *les remèdes héroïques*, les coups d'État : voilà donc la constitution servile.

*Attaquer*, c'est critiquer, c'est improuver; on veut donc punir ceux qui blâment, qui improuvent les inconstitutionnalités. On veut donc nous soumettre absolument et sans restriction à l'autorité *non constitutionnelle*, au pouvoir arbitraire exercé au nom du Roi ou des Chambres; en un mot, on proclame ainsi qu'il n'y a pas de constitution, que la Charte et nos sermens ne furent que des actes d'hypocrisie.

Nulle excuse ne saurait couvrir un attentat si affligeant, une doctrine si perverse, un cri de guerre aussi alarmant.

En vain l'on a dit: Nous ne voulons que faire respecter l'autorité du Roi dans le temps *antérieur* à la Charte. Ainsi pour honorer le temps qui n'est plus, le temps abandonné de sa nature aux jugemens et aux disputes des hommes, vous déshonorez, vous déshéritez le temps présent et le temps futur; vous les donnez en proie à *l'arbitraire* incompatible avec le gouvernement *légitime*: vous anéantissez les lois fondamentales, qui sont le plus ferme appui du trône et de l'État. Loin de nous ces artifices jésuitiques, ces tentatives qui soulèvent l'opinion, qui sèment les tempêtes.

Le temps antérieur à la Charte appartient à l'histoire, et non à l'empire de nos lois présentes ou futures. Déjà cette histoire est écrite en France et bien ailleurs; elle continuera de s'écrire avec liberté sur le globe; elle ne respectera que le vrai qui n'a rien d'offensant pour notre auguste monarque, et toujours elle flétrira le souvenir des hommes qui, par une législation astucieuse, rétroactive,



auraient voulu réglementer, prévenir et punir les récits et les jugemens de l'âge présent et de la postérité.

Mais l'excuse alléguée n'est qu'un vain commentaire qui ne serait pas dans la loi, qui ne saurait donc en détruire le sens naturel ; ce sens déréglé resterait dans toute sa perversité ; il serait défendu, sous des peines graves, de critiquer les actes inconstitutionnels du Roi et des Chambres. Ce serait donc un devoir absolu d'honorer ces actes, de leur obéir ; en un mot, il n'y aurait plus de constitution écrite et obligatoire. Est-ce là ce qu'on veut ? les doctrines de l'omnipotence et celles de la dictature et des *remèdes héroïques* ne peuvent pas signifier autre chose.

*Injustice et inconstitutionnalité de l'art. 4.*

Et, afin que vous n'en doutiez pas, l'article 4 explicite et déclare l'unique domaine réservé désormais à la discussion et à la censure des citoyens. Ce seraient, entre les actes publics, seulement *les actes des ministres* ; ce ne seraient plus les actes qu'ils auraient mal conseillés au Roi, sous leur responsabilité, ou injustement obtenus de l'une des Chambres ou des deux. Il serait toujours criminel de discuter et de critiquer, le plus respectueusement, les lois et les ordonnances, les fautes du *gouvernement du Roi*, considéré selon le sens de la Charte, c'est-à-dire dans les actes du Roi dont un ministre est responsable, et dans ceux des Chambres.

*Injustice et inconstitutionnalité de l'art. 10.*

Dans un tel système il est tout simple de ressusciter les corporations de la noblesse et du clergé incompatibles avec le gouvernement constitutionnel, et d'autres encore



non moins antilégales, et de leur assurer à toutes, ce qui ne peut appartenir qu'aux corps constitutionnels et à ceux qui ont été reconnus par la loi, le droit d'être défendues d'office, et individuellement et collectivement dans les tribunaux. C'est ce qu'on vous a proposé subtilement dans l'article 10, sous le nom de *classes de personnes*. On convient, dans les *motifs*, qu'on a en vue les nobles et les *prêtres*; c'est donc le rétablissement des corporations supprimées. Non, répondent les partisans de la loi; le mot *classes* ne signifie que les *personnes considérées collectivement de toute manière*; voyons les conséquences. Voilà donc toutes les *manières* ou toutes les espèces de *collections* d'hommes légitimées ou légalement *incorporées*; car la loi sans doute *incorpore* tout ce qu'elle commande aux tribunaux de considérer et de venger *collectivement*.

Ainsi, outre la noblesse et le clergé, légalement existans comme individus, et incorporés par ce projet, voilà encore incorporés et légalisés tous les monastères, les congrégations, les confréries illégales; les affiliations, les sociétés secrètes, et celle même des Jésuites que tant d'édits et d'arrêts ont ci-devant proscrite comme incompatible avec toute autorité légitime spirituelle ou temporelle. On a donc eu raison en plus d'un sens, lorsqu'on a dit que le projet est la subversion de notre Code fondamental et de notre droit public secondaire.

Je reviens à ces mots les *collections de personnes considérées de toute manière*. Voilà ce que le ministère public dans nos tribunaux protégerait *collectivement* contre la haine et le mépris. Voilà donc tout ce qu'il y a de criminels, et de malfaiteurs, et de gens vicieux ou déréglés dans leur conduite, voilà tous les individus les plus méprisables, les plus haissables, les plus ridicules,

inco  
mép  
toute  
aute  
raison  
ridic  
Char  
un to

El  
sée  
sure  
qui  
tous  
dre  
étab  
jour

El  
dign  
juge  
et h  
leur  
resso  
trib  
vera  
foi d  
desc  
cace  
et à  
mis

incorporés et privilégiés dans les tribunaux contre le mépris, la haine et la dérision qui les poursuivent de toutes parts; à force de vouloir être fins et habiles, les auteurs de la loi sont tombés textuellement dans la déraison et l'immoralité manifestes, et de plus dans un ridicule inextinguible. Je dois trop de respect à la Chambre, pour imaginer qu'elle soit capable d'autoriser un tel délire.

*Art. 12 ; Censure des dessins.*

Elle ne voudra pas à titre de *répression*, seule autorisée par la Charte et sous le faux prétexte d'abolir la *censure* contraire à la Charte, adopter l'art. 12 du projet, qui établit formellement et pour toujours la censure de tous les dessins et de toutes les lithographies, sans la moindre exception; en même temps qu'un autre projet de loi établit pour toujours la *censure* en puissance pour les journaux.

*Art. 14 et 16.*

Elle ne voudra pas, contre la justice, contre sa propre dignité, contre la Charte même, enlever aux citoyens leurs juges naturels, constituer juges et parties, dans leur cause, et hors la police de l'audience ou de l'exercice public de leurs fonctions, et à cent lieues ou deux cents lieues de leur ressort, tous les tribunaux du royaume, même ceux d'attribution et ceux qui sont sujets à l'appel; elle n'approuvera pas que, sous prétexte d'infidélité, ou de mauvaise foi dans le récit de séances ou d'audiences quelconques, désordre qui a déjà son remède innocent et le plus efficace dans l'art. 11 du projet, on attribue aux Chambres et à tous les tribunaux une compétence sur les délits commis dans tout le royaume, avec autorisation de condam-



ner sans forme et sans défenseurs, et comme juges et parties, à 6 ou 12,000 fr. d'amende et trois ans de prison ; et, en cas de récidive, à 48,000 francs d'amende et dix ans de prison, et à cinq ans de surveillance, et en rejetant, pour modérer les peines, *toutes les circonstances atténuantes*. Voilà ce qui résulterait des articles 7 et 13 rapprochés des articles 14 et 16 du projet, et analysés d'après les plus exactes règles de grammaire et de logique (1).

Vous ne voudrez pas, rétrogradant sur vos propres actes les plus sages et les plus récents, les plus constitutionnels, en supprimant les jurés dans les délits de la presse, renvoyer ces délits aux tribunaux correctionnels sans jurés.

*Art. 17 du Projet.*

Le jury est nécessaire pour les délits de la presse parce qu'ils sont indéfinis et indéfinissables, et que ce sont des délits politiques se changeant, dans la poursuite, en véritables débats entre le pouvoir et la liberté. Le jury, c'est l'opinion générale, c'est la société ; ainsi déclarer le jury hostile au pouvoir, c'est déclarer le pouvoir hostile à la nation ; par un abus impérial encore subsistant, c'est le pouvoir qui choisit les jurés ; comment le pouvoir ose-t-il repousser les juges même qu'il choisit pour chaque affaire dans le carton des accusations et dans celui des absolutions, dans le cercle de ses affidés, de ses salariés et de ses fournisseurs ? comment se dénonce-t-il ainsi lui-même ?

Préférer les tribunaux correctionnels, c'est donner les

---

(1) Si l'on présentait pour chaque article du projet le tableau démasqué de toutes les peines qu'il établit ou suppose, il y aurait de quoi rougir pour les auteurs, et de quoi frémir pour tout lecteur honnête.



agens du pouvoir pour juges arbitraires de la nation et de la liberté, c'est recréer une tyrannie systématique et permanente, l'ancienne servitude que la France avant 1789, que le Roi, le ministère et les Chambres, en 1819, ont unanimement jugée insupportable.

Si les jurés se trompent, leur méprise n'a point de conséquence pour l'avenir; leurs oracles n'expriment point de motifs; ils n'effraient, ils ne rassurent personne. C'est tout le contraire chez les juges, leurs habitudes sont de condamner; leurs erreurs deviennent des précédens; elles forment des doctrines, et bientôt des lois sous le nom de jurisprudence. Rendre aux tribunaux sans jurés les délits politiques, ce serait les abaisser au-dessous des tribunaux révolutionnaires, où des jurés étaient juges du fait, et sauvèrent souvent des accusés qui eussent péri par les suffrages des juges; ce serait enfin ériger l'ordre judiciaire en quatrième branche des grands pouvoirs politiques, rendre les juges inquiétans pour le ministère, pour les Chambres, et par là même, à coup sûr, compromettre l'inaltérabilité des juges. En Angleterre, il y a des jurés pour tous les délits, et cependant l'inaltérabilité des juges cesse à la demande d'une seule Chambre.

On ne me rassure point en alléguant les vertus privées de nos juges, ils auront toujours trop de penchant pour le pouvoir, toujours trop à craindre et trop à espérer du pouvoir qui les nomme, qui les avance eux et les leurs. La chambre étoilée d'Angleterre mérita, par ses lâches complaisances pour les ministres, l'exécration du peuple anglais et le mépris de la postérité; cependant on y comptait beaucoup de juges qui ne manquaient pas de probité; tous les pairs en faisaient partie, et, pour parler

comme aujourd'hui, les membres de cette haute cour étaient bien pensans ; mais ils n'avaient point de jurés. Voilà le principe de leurs iniquités et de leur honte ; les jurés seuls peuvent, avec avantage pour le maintien de la constitution et avec le moins d'inconvéniens sous tous les rapports , apprécier les délits et les crimes politiques , et surtout infliger à de vagues délits des peines graves et arbitraires. C'est là le *droit commun* de la nature des choses et des gouvernemens représentatifs. Voilà celui que reconnu même le gouvernement de fait dans les cent jours. Ce que nous savons, ce que nous voyons a trop justifié la réforme de 1819. Les juges étaient choisis par le peuple , et les peines correctionnelles étaient fort modérées quand on laissa les délits de la presse aux tribunaux sans jurés. Nous ne pouvons revenir au *droit commun* du *despotisme* de Napoléon. Louis XVIII, par la Charte, nous a rendu la théorie et les principes de nos libertés suspendues ou détruites. Il nous a donné sur le jury un espoir d'extension et de perfectionnement que S. M. a réalisé avec notre concours. La loi du 26 mai 1819 a été rendue sur un rapport très-approfondi , et après les débats les plus solennels. Le jury, antique institution , appliquée par nos pères à tous les crimes et à tous les délits , est au moins indispensable pour les délits politiques. L'expérience n'a pu rien encore décider sur ce rétablissement ; et si l'expérience un jour pouvait lui paraître contraire, ce ne serait pas à l'institution qu'il faudrait s'en prendre. Certes le mal et le remède seraient ailleurs ; vous me comprenez sans que j'aie besoin de m'expliquer davantage. Au moins nous ne pourrions dès maintenant détruire notre ouvrage, sans confirmer des soupçons qui



ne sont que trop répandus, sans donner le signal des plus justes alarmes, sans mériter le blâme de nos contemporains et de la postérité.

Dès 1816, il fallait à certains hommes, contre la licence et surtout contre la juste liberté de la presse, il leur fallait, comme a dit un de leurs écrivains les plus distingués, *lex immanis*, des lois cruelles. On leur a donné celles de 1819, trop dures sans doute en certains points, malgré la sagesse et la modération personnelle des rédacteurs qui ne purent pas vaincre en tout la violence des temps. Dès 1820, une loi plus sévère, *immanior*, a été réclamée sans que rien justifiait cette exigence; et la voilà qui nous apparaît après des discussions qui ne lui ont pas été favorables. Si le mouvement continue, l'on voudra bientôt qu'elle soit *lex immanissima*, une loi de supplice et de sainte inquisition, comme autrefois, pour punir et célébrer dans les tribunaux des indécences anti-religieuses sur lesquelles il faudrait se taire lorsqu'il n'y a pas eu de trouble public, ni provocation ni excitation réelle à aucun délit. Ceci m'amène aux désordres nouvellement prévus par l'art. 1<sup>er</sup> du Projet, et ressuscités en délits légaux, comme du temps de l'inquisition papale, épiscopale, seigneuriale et royale.

#### *Examen de l'art. 1<sup>er</sup> du Projet.*

J'apprécierai ce double délit d'outrage aux religions reconnues, ce délit qu'on nous ressuscite après trente années d'abandon, si long-temps conseillé en vain et avant et depuis le supplice du chevalier de La Barre. J'examinerai les peines principales qu'on lui assigne, je dévoilerai les aggravations terribles qui viennent s'y joindre, ainsi qu'aux douze premiers articles du projet; et



j'aurai fait voir , par un seul exemple , que le projet qui nous occupe est tout-à-fait inadmissible comme superflu, injustement persécuteur, contraire à son but ostensible, et dans la création du nouveau délit qui est vague , obscur, arbitraire , et dans les pénalités qui sont excessives par le concours des emprisonnemens trop longs avec des amendes trop ruineuses , et enfin dans les raffinemens de rigueurs et d'exceptions vexatoires qui rendent la loi outrée , inique , absurde , insusceptible d'exécution.

Messieurs, la bonté du Créateur a placé dans la nature des personnes et des choses une force conservatrice qui lutte sans cesse et avec succès contre les lois injustes et outrées ; souvent elles tombent d'elles-mêmes , sans qu'il y ait eu possibilité de leur donner seulement une apparence de règne partiel et temporaire. Mais l'histoire implacable écrit les noms de ceux qui ont voulu ces mesures oppressives. C'est à quoi les législateurs instruits par tant d'exemples fameux doivent se rendre attentifs , par prudence , au moins , si ce n'était par justice.

Il ne s'agit ni de provocation , ni d'excitation réelle aux délits ; il ne s'agit point d'outrage aux cultes , aux ministres des cultes , aux objets des cultes : tout cela est prévu et puni , ici et ailleurs , avec des aggravations. *Tout outrage à la religion , aux religions reconnues ;* c'est une formule d'une latitude effrayante , parce qu'elle est infinie. Elle contient précisément toutes les paroles publiées , tous les actes faits publiquement que la superstition et le faux zèle du temps d'ignorance punissaient , comme prétendus crimes de *lèse-majesté divine , au premier ou au second chef*. Nos pères , en ce genre , prétendaient follement venger Dieu des fautes secrètes qu'on pouvait découvrir , au lieu qu'on ne vous propose

de punir , quant à présent , que les outrages commis par des actes publics , par des écrits publiés. Ainsi , le mal de la législation ne serait pas encore au comble. Ces outrages , même publics , ont des branches très-nombreuses ; ce sont , au premier chef , toutes les paroles , tous les actes publics renfermant , formellement ou interprétativement , athéisme , ou apostasie , ou hérésie , ou schisme , ou parjure , ou blasphème , ou injure contre Dieu , la sainte Vierge ou les saints , ou soi-disant magie et soi-disant sortilège , ou la honteuse imagination des incubes et des succubes , etc.

Au second chef , ce sont les paroles et les écrits publics approuvant , de près ou de loin , les sacrilèges , la violation des sépulcres , ou celle des fêtes et dimanches , les outrages aux prêtres , aux objets de culte , la simonie ou la vente des choses saintes , enfin l'*usurpation des biens d'église* ; notez un peu cette vieille rubrique , elle n'est point passée de mode ! comprenez ce qu'elle peut signifier.

Voilà , Messieurs , ce que c'est que les outrages à la religion , tels qu'ils sont définis par les lois , les canons , les criminalistes , la jurisprudence d'avant 1789 ; tous ces délits , plus dangereux dans la répression que dans leurs actes , le projet les prend comme ils sont , comme ils étaient ; il n'y change rien , il ne les restreint pas , car il ne les définit pas. Vous allez donc retomber dans le chaos des mauvaises lois , des lois de fanatisme et d'exécration persécution.

J'ai nommé le *parjure* ; il est certainement compris dans notre article premier , sans exception du parjure politique. Le parjure politique est un parjure pire qu'un autre. Le parjure contre le pacte social est mis dans la



Bible (1) au rang des plus grands outrages qu'on puisse faire à Dieu ou à la religion. Cependant c'est là le vice qu'on articule généralement contre le projet qui nous occupe, et celui qu'on reproche encore à plusieurs de nos lois. Suivant ce qui est écrit dans les Livres saints de la religion de l'État et de toutes les religions chrétiennes, Dieu même a dit aux pharisiens : « Vous liez » sur vos frères des fardeaux que vous ne touchez pas » du bout du doigt ; vous n'entrez pas ( dans l'alliance ), » et par vos rigueurs et par vos exemples vous em- » pêchez d'y entrer; vous nettoyez les bords du vase, et » la souillure est au fond.... » Ces souvenirs je dois les abandonner à vos sages réflexions ; mais il ne faut pas les oublier dans l'état présent de nos circonstances et de l'opinion publique.

Il y avait déjà trop de vague et d'imprudence à vouloir punir *tout outrage à la morale publique ou religieuse* ; car on ne voit pas bien ce que c'est que cette double morale.

Il est aisé de dire comme notre rapporteur avec Vattel : *Tous les hommes et la nation entière doivent servir Dieu* ; et qu'est-ce que servir Dieu ? Il est aisé aussi, quand on y pense légèrement, de dire : La morale *publique* est une, éternelle, immuable, universelle. La morale religieuse, au moins, est donc positivement déterminée devant la loi. Les délits innombrables, que nous entendons punir, sont donc assez clairs et précis dans notre premier article ? Mais ceux qui ne se paient point de vaines paroles, et qui tremblent qu'on ne fasse pleuvoir des lois funestes,

---

(1) Voyez les Prophéties d'Isaïe.



en abusant des mots, comme il est arrivé dans tous les temps, ceux-là ont observé que la *morale publique* est si vaste, qu'elle ne condamne pas absolument l'athéisme, et que, suivant les vices de nos habitudes, la corruption de nos désirs et l'ardeur de nos passions, cette morale semble, pour ainsi dire, un abîme de controverses, où les vérités sont trop souvent noyées dans les disputes. Entrez au sénat de Rome; César y affirme, sans scandale, qu'après la mort il n'y a plus rien; allez dans une Chambre de 1822, vous pourrez y entendre nier l'existence du droit naturel. Cette fausse philosophie a pénétré ailleurs à ma connaissance. Tous les apologistes de la religion chrétienne se perdent en réflexions sur l'obscurité du droit naturel, quand ils établissent la nécessité d'une révélation que Confucius et Socrate ont clairement aussi paru désirer. Le droit entre les nations, cette grande partie de la morale publique, est controversé entre les publicistes sur les points les plus importants; c'est ce que l'on peut voir dans Vattel, dans Martens, Kluber et tant d'autres. Les congrès de la *Sainte-Alliance* en Europe, s'érigeant en écoles, ont prétendu construire et pratiquer de la morale publique: cependant leurs partages d'âmes, et d'autres actes encore, ont soulevé contre eux bien des sages.

Quant à la *morale religieuse*, je ne la trouve certaine et définie que dans le judaïsme et le catholicisme. Parmi ceux qui la croient séparable des dogmes et qui rejettent la voie d'autorité, il peut exister autant de systèmes différens de morale qu'il y a de cerveaux. Nous avons, même dans le catholicisme, des rameurs vigoureux, dont les doctrines trop commodes nous dispensent d'aimer Dieu. Sous Louis XIV, Pascal et Boileau les ont tournés impu-

nément en dérision. Il y a des docteurs qui soutiennent le droit divin absolu des Rois sur des troupeaux d'hommes. Il y a d'autres docteurs qui, par leurs critiques, outragent ce dogme servile, puisqu'on peut outrager des doctrines et qu'on nous force à les venger. Il y a des docteurs qui font, des rois et des évêques, les vassaux des papes, et d'autres qui tournent en ridicule ce vasselage et ses résultats. Il y a encore des théologiens qui rejettent, sous les noms ténébreux d'*usures* et de *vols*, l'intérêt permis par la loi et dont les nations ne peuvent se passer. Un abbé célèbre ne reconnaît de certitude que pour ces deux règles de morale : *Obéir au Pape, obéir au Roi*. Voyez, Messieurs, que d'outrages aux religions il faudra laisser impunis. Cependant, comme s'il n'y avait pas encore assez d'inconvéniens dans la disposition déjà si abusive de 1819, concernant l'outrage quelconque fait à la morale politique ou religieuse, on vous propose de châtier, non-seulement toute indécence contre des morales indéfinies ou controversées, mais encore toute indécence contre toute *croyance* et toute *pratique* de chacun des cultes reconnus dans l'État. Ici, la contradiction est précisément dans les termes, et les difficultés deviennent de plus en plus multipliées et inextricables.

Qu'est-ce que l'outrage quelconque aux religions protégées en France, lorsque selon la raison, la nécessité, la charité chrétienne, ces religions sont politiquement protégées, quoique l'on sache fort bien qu'elles s'anathématisent, de tout temps et licitement, l'une l'autre, dans leurs codes sacrés, dans leurs symboles, catéchismes, instructions, prédications, livres de controverse, et quoiqu'elles s'accusent réciproquement d'infidélité, d'idolâtrie, de superstitions monstrueuses, de schismes et d'hérésies



coupables, de doctrines, enfin, absolument ou relativement fausses et absurdes. Vous ne voulez pas souffrir, dites-vous, la *dérision* de ces choses contradictoires; mais la dérision n'est que l'ironie, figure permise, sans doute aux théologiens comme aux publicistes, aux orateurs et aux poètes. Si vous supprimez aujourd'hui l'ironie qu'on ne s'était point encore avisé de blâmer comme un cri de, dans les Pères de l'Eglise, dans Luther, dans le Père Garasse, malgré les dégoûtans excès de leurs sarcasmes, ni dans Jurieu, ni dans Bossuet, ni dans Fénelon, demain vous prétendrez confisquer l'hyperbole, et bientôt la métaphore, et puis toute autre figure de mot ou de pensée, et nous allons devenir de ridicules régens de rhétorique, sous prétexte de réprimer la licence, et de gouverner ou de bâillonner l'espèce humaine. Les lois outrées, les lois de colère appellent des lois encore plus furieuses. On nous fait aujourd'hui risibles et odieux; demain on croira sentir le besoin de nous rendre féroces; il nous faudra rétablir, comme pour venger Dieu, les flétrissures, les mutilations, les supplices, en attendant, par contre-coup, une nouvelle persécution anti-religieuse, que l'on voit déjà se préparer, et qui serait la conséquence naturelle de la persécution, soi-disant religieuse, notre malheureux ouvrage; l'action a toujours enfanté la réaction.

Si vous prétendez punir les outrages, tous les outrages verbaux, ou écrits, ou emblématiques contre les religions, vous prétendez par là même que les juges distinguent dans chaque religion les superstitions et les pratiques vicieuses et abusives; autrement, ils ne manqueraient pas de confondre la censure utile et légitime avec l'outrage punissable. Vous les jetteriez ainsi dans les infinies controverses de la théologie presque inconnue aux



magistrats. Il faudrait qu'ils devinssent des théologiens , ce qui est déjà fort difficile , et des théologiens modérés , ce qui est fort rare ; ou il faudrait que les théologiens de chaque religion protégée devinssent les juges , et , tout au moins , les experts , en des procès d'opinion. Voilà le feu caché sous la cendre , et qu'il ne faut pas rallumer ; voilà les questions dangereuses qui naissent de notre article premier , et qu'il importe de prévenir , de retrancher absolument , si nous ne voulons pas être les fléaux de notre pays et la risée de l'Europe. Je demande par exemple , est-ce outrager la religion que de se déclarer dans un écrit incrédule ou athée ? Est-ce outrager la religion que d'imprimer ce passage d'un Père de notre Église actuelle : *La lecture de l'Écriture-Sainte a produit , dans les trente ans derniers , des millions de crimes* ? Est-ce outrager la religion que d'invectiver contre le commerce pécuniaire des dispenses épiscopales et papales qui se fait actuellement dans le royaume et qui est défendu par les conciles , comme simoniaque , et sous peine de nullité des faveurs obtenues ? Est-ce outrager la religion que de médire de la sainte inquisition , exaltée aujourd'hui comme licite et nécessaire dans les lettres posthumes de M. de Maistre , comme autrefois dans les canons et les ordonnances des 13<sup>e</sup> , 14<sup>e</sup> , 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles ? Est-ce outrager la religion que de blâmer , avec sévérité , les vingt ou trente catéchismes de France qui ordonnent impunément ce que nos plus sages lois condamnent ? Est-ce outrager la religion que de parler ou d'écrire contre les officialités supprimées par la loi et rétablies par des évêques , ou contre l'extravagance des billets de confession civilement exigés ; ou contre les grandes indulgences publiées à Limoges , par exemple , en faveur de ceux qui hocheront la tête

au nom d'un pape quelconque (fût-ce le monstre Alexandre VI). Est-ce outrager la religion que de blâmer l'exposition de ces prétendues reliques qui ont été détruites, brûlées et jetées au vent à la face du peuple, et par procès authentiques des magistrats ?

Il me serait aisé de pousser très-loin les questions de ce genre. Si notre article 1<sup>er</sup> subsiste, on peut assez prévoir à quel genre de cause il nous prépare, et si les résultats seraient à l'avantage ou au détriment de la religion et du clergé, des Chambres et du ministère. Qu'il me soit encore permis d'ajouter : le grand apôtre des nations ne se plaignait pas de ceux qui traitaient la croix de *folie* ; il savait accepter cet outrage, et il le repoussait victorieusement sans juges et sans soldats. Nos pasteurs feront de même ; les chrétiens ne demandent aux magistrats que la sécurité contre les troubles de fait et les violences possibles, bien rares maintenant de la part des hétérodoxes. On est aujourd'hui trop sages, trop éclairés et trop expérimentés chrétiens pour penser et dire, au treizième siècle, comme ce malheureux cardinal-jésuite Bellarmín, *les premiers chrétiens ne souffraient l'outrage et la persécution que parce qu'ils étaient les plus faibles*. D'où il suit qu'étant devenus les plus forts, ils ont dû établir l'inquisition affreuse avec ses tortures et ses bûchers. Les chrétiens doivent souffrir contre eux-mêmes le libre langage sans lequel ils n'eussent pas changé le monde.

Ils n'ont pu établir l'Évangile sans outrager de paroles, nonobstant les édits des Tibère, des Néron, des Dioclétien, les mystères de Bacchus, ceux de Sérapis et de la mère des Dieux. Votre article 1<sup>er</sup> n'est qu'un édit de Tibère, de Néron et de Dioclétien retourné en faveur de ceux contre lesquels furent faits ces édits insensés.



Les vrais chrétiens ne pourraient travailler aux missions étrangères, sans outrager de paroles, dans l'Inde et ailleurs, les cultes nationaux. Ils doivent donc franchement tolérer, en France et en Europe même, les outrages à leur culte, quand ils ne sont que des paroles proférées ou écrites, sans quoi ils useraient envers les autres de poids et de mesures qu'ils rejetteraient pour eux; ils seraient injustes, et par là même indignes de croyance.

Notre sainte religion ne peut se maintenir raisonnablement que de la même manière qu'elle s'est établie, par le secours de Dieu et par le glaive de la parole divine, par la prière, les bonnes œuvres et les bons exemples, par la patience et la charité. Les simples outrages verbaux et écrits contre nos doctrines et contre les actes de notre culte sont des fardeaux qu'il nous est enjoint de porter et auxquels nous ne devons opposer que l'indulgence et le pardon. Il n'est pas expédient que la loi cherche à nous ravir le mérite des vertus les plus efficaces pour opérer les conversions.

D'ailleurs, veuillez-le, ne le veuillez pas; il sera toujours impossible aux législateurs et aux juges de réprimer tous les délits et même tous les genres de délits; il y aura toujours des délits sans nombre, dont il faudra savoir supporter le scandale. Le monde ne se règle point comme un couvent ni comme un séminaire, parce que le *royaume de Dieu n'est pas de ce monde*. Voilà un oracle divin que nos efforts de pygmées ne sauraient démentir. Fermez donc les yeux sur les fautes et les indécences qui font la matière de l'article 1<sup>er</sup>; leur punition judiciaire fût-elle modérée, ce que l'on ne doit pas espérer, aurait peu d'avantages et d'énormes inconvénients.



*Les articles 13 et 14 du projet appliqués à l'article 1<sup>er</sup>.*

Mais ici la punition serait excessive. Je l'envisagerai sous le rapport du concours obligé des deux peines, qui sont chacune trop forte, et sous celui des aggravations accessoires qui viennent s'y joindre, et dont on ne vous a pas fait connaître l'absurdité. L'amende et la prison sont deux peines également humiliantes et répressives; elles sont réunies chacune à des accessoires diversement onéreux et affligeans, et par le Code pénal, et par la loi de 1819, et par le projet que nous discutons.

Le concours général de ces deux peines et de leurs accessoires pour le même délit et pour la première faute, et pour toutes les classes de délits, est une rigueur inconnue à nos anciennes lois, spécialement à celle de 1791, soit qu'il s'agisse d'amende forte ou d'amende légère. Elle est due à la dureté, à la fiscalité de Napoléon. Louis XIV, par sa déclaration de 1666, tirée de nos lois plus anciennes, ne punissait le blasphème, régulièrement, que d'amende croissante, jusques et y compris la quatrième récidive. Serez-vous plus sévères, en un tel sujet, que le gouvernement tant diffamé pour les dragonnades? Les très-fortes amendes, celles de 500 fr., de 1000 fr. à 20,000 avec doublement, jointes aux longs emprisonnemens, et dès la première fois, sont un raffinement de sévérité et surtout de fiscalité de Napoléon, qui aimait comme tous les ministères à s'assurer des revenus indépendans du vote annuel. Cet excès de rigueur appartient au régime des confiscations universelles pour les crimes emportant des peines afflictives ou infamantes; c'est une vraie peine de confiscation. Elle

a dû entièrement cesser avec la Charte , qui abolit la confiscation dans les termes les plus indéfinis. Cependant l'amende partielle , triple et quadruple est un don de la loi de 1819 , loi tout-à-fait *immanis*, cruelle dans cette partie. Tous les articles de pénalité dans notre projet , et dans la loi de 1819 , sont condamnés par la Charte. On ne veut pas nous donner des lois qui la développent , ni reconnaître abrogées celles qui la contraignent ; mais , au moins , refusons-nous à faire des lois nouvelles dans ce système , reste de barbarie et de féodalité , qui consiste à battre monnaie dans nos tribunaux , comme s'ils étaient des tribunaux contre-révolutionnaires.

Ce système inconstitutionnel est , de plus , doublement injuste envers les Français plus moraux et plus religieux , certes , qu'en 1789 ; envers les Français devenus le peuple du monde , le plus aisé à gouverner , pourvu qu'on exécute avec bonne foi les promesses sacrées qu'on *leur a faites*. Ce système est en lui-même impolitique et vexateur , parce qu'il ruine complètement , en dépit de la raison et de la Charte , les délinquans et leurs femmes , leurs enfans et leurs créanciers , parce qu'il surcharge les prisons et les hôpitaux des victimes de nos torts , et qu'il peuple de brigands les villes et les campagnes ; parce que les lois sans proportion avec les délits détruisent la moralité au fond des cœurs , et qu'elles anéantissent les liens de l'obéissance , en faisant de nécessité , maudire , mépriser , haïr la classe des juges et celle des législateurs. Ce n'est pas avec des emprisonnemens sans fin , concourant avec des amendes énormes et inconstitutionnelles , que vous remédiez à un mal extrême et toujours croissant , dont la principale source est dans l'excès et le concours de ces amendes et de ces prisons.



J'ai dit que vous ne connaissez pas toute l'énormité de ce mal, c'est pour nous une faible excuse, mais pour tous une grande raison d'écouter avec intérêt, avec indulgence avec calme, ce qui me reste à dire sur un sujet si important. Je me borne à ce qui concerne l'art. 1<sup>er</sup> et le second du projet, où les peines principales sont les mêmes.

Il faut bien se souvenir que le délit est vague, conséquemment arbitraire, que les peines sont arbitraires, que les juges peuvent décerner le maximum dès la première fois, sans s'inquiéter de la fortune, ou de la famille ou des créanciers du prévenu, et que le doublement, le quadruplement épuisent les fortunes; que les juges dépendent, à bien des égards, du pouvoir qui les nomme; que ces juges sont permanens, et par-là très-portés à d'injustes rigueurs; qu'enfin ils prononcent sans jurés, et à la majorité d'une seule voix, au jeu bizarre de deux contre un, de trois contre deux, de quatre contre trois, de cinq contre quatre, de six contre cinq et sept contre six; ou de 200. contre 201.

Daignez écouter l'aperçu du tarif d'expiation de toute critique un peu sévère contre les dogmes, les pratiques et les croyances contradictoires ou peu certaines en France, et même contre les pures superstitions. Distinguons bien le parleur ou l'écrivain ordinaire de l'éditeur ou auteur d'un journal. La loi se montre colère et partielle contre les journalistes et leurs éditeurs ou imprimeurs.

Afin d'abrégér, je ne ferai que le tarif possible des pénalités principales et accessoires contre l'auteur ou l'éditeur d'un article de journal.

Il y a tarif possible d'emprisonnement, et tarif d'amende, de dédommagemens, de frais de première instance, d'ap-



pel et de cassation, etc. Je commence par le tarif d'emprisonnement au maximum.

## PREMIÈRE FOIS.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | ans | mois.    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------|
| Principal : <i>cinq ans de prison</i> qui peuvent être doublés pour un journaliste, dix ans, ci. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 10  | »        |
| 1 <sup>er</sup> . Accessoire : insolvabilité accidentelle et partielle, par baisse des rentes de cautionnement qui doivent répondre de toutes les amendes et accessoires, et contrainte par corps, six mois de prison, ci. . . . .                                                                                                                                                                              | »   | 6        |
| 2 <sup>e</sup> . Accessoire : toujours en cas d'insolvabilité partielle, soit pour les dépens en six instances, soit pour les dédommagemens. Ceci peut emporter cinq ans de prison par contrainte par corps, pour ce qui incombe au condamné personnellement; après quoi, s'il se hasarde à meubler sa chambre, nouvelle poursuite, nouvelle contrainte par corps. Pour 1 <sup>er</sup> accessoire, ci. . . . . | »   | 5        |
| Pour le 2 <sup>e</sup> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     | mémoire. |
| 3 <sup>e</sup> . Accessoire : pour solidarité d'amende due par corps par quelque complice, suivant le Code, encore six mois pour chacun. Je ne suppose que trois complices, et la solidarité pour deux, six mois à raison de chacun, ci. . . . .                                                                                                                                                                | 1   | »        |
| 4 <sup>e</sup> . Accessoire : <i>dédommagemens et dé-</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |     |          |

A reporter. . . 16 6

|                          | ans. | mois. |
|--------------------------|------|-------|
| Report d'autre part. . . | 16   | 6     |

*pens partiels, toujours par corps et avec solidarité de deux complices.*

Pour insolvabilité du premier complice, cinq ans de contrainte; autant pour le second, ci. . . . . 10 »

---

Total d'emprisonnement possible pour la première fois, vingt-six ans et six mois, ci. 26 6

## RÉCIDIVE.

Maintenant je suppose la récidive une première fois seulement. La prison peut-être, suivant le premier tarif, en principaux et accessoires, encore vingt-six ans six mois, ci. 26 6

Mais dans ce cas, il faut tenir compte d'un sixième accessoire.

Le journaliste en première récidive est mis pour cinq ans en surveillance de la haute police; il manque deux ou trois fois de se représenter journalièrement à la police; pour cela, il peut encore avoir cinq ans de prison; plus les contraintes par corps qui résulteraient de son insolvabilité, relativement à la nouvelle amende et aux nouveaux frais, pour le premier point, cinq ans; et pour le second, mémoire, ci. . . . . 5 et mémoire.

---

Total; pour deux paroles ou pour deux phrases inconsiderées, les peines d'emprisonnement possibles sans forcer le calcul s'élèvent pour un journaliste dans les cas indiqués à, ci. . . . . 58 »

Bordereau des pertes pécuniaires possibles d'un journaliste ou éditeur de journal condamné seulement pour une première fois et une récidive, conformément à l'art. 1<sup>er</sup> et autres articles du projet, en amendes, de dommages, dépens, frais personnels et autres accessoires :

|                                                                                                                                                                                              | fr.     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Art. 1 <sup>er</sup> . Première amende de 6,000 fr., double, ci. . . . .                                                                                                                     | 12,000  |
| Article 2. Amende en récidive, quadruple, ci. . . . .                                                                                                                                        | 48,000  |
| Art. 3. Frais et dépens auxquels il peut être condamné en première et en seconde instance; en cassation première et seconde, et en deux nouvelles Cours, ci, par aperçu très-moderé. . . . . | 12,000  |
| Art. 4. Pour dédommagemens d'une première faute et d'une récidive, ci. . . . .                                                                                                               | 6,000   |
| Art. 5. Pour décime de guerre après six ans de paix, sur les quatre premiers articles qui vont à 78,000, ci. . . . .                                                                         | 7,800   |
| Art. 6. Pour frais personnels et faux frais, ci. . . . .                                                                                                                                     | 10,000  |
| Art. 7. Pour suites possibles d'insolvabilité seulement partielle de deux complices, attendu les effets de la solidarité, ci. . . . .                                                        | 10,000  |
| Art. 8. Pour geolage et surcroît de dépenses personnelles en prison, à 1,000 fr. par an, pour 50 ans seulement, ce serait 50,000 fr., ci. . . . .                                            | 50,000  |
| TOTAL. . . . .                                                                                                                                                                               | 155,800 |



J'ai supposé dans mes calculs que l'on approuverait l'article 14 du projet, qui applique à tous journalistes et à toutes les pénalités du projet, les doublemens de prison, et le quadruplement d'amende dont j'ai parlé. J'ai donc fait à l'avance une juste critique de cet article 13, et conséquemment de l'article 10 de la loi *immanis* du 19 juin 1819, qui devient de plus en plus cruel ou *immanissimus*, étant lié à un projet qui augmente généralement le taux des peines, et qui multiplie énormément les cas où elles seraient encourues.

Sous le seul rapport du concours des amendes avec les emprisonnemens et de l'excès dans les deux sortes de peines, il est moralement et politiquement impossible d'adopter les dispositions qui nous sont présentées, et surtout le premier et le second article.

Je n'ai pas fini encore; je dois faire compte d'un raffinement de cruauté, injuste et absurde, caché sous la rédaction algorithmique très-vicieuse de l'art 14 du projet. Cet article masqué forme un tout indivisible avec tous les articles de pénalité du projet, puisque tous ces articles sont amenés par aggravation dans l'art. 14, qui devrait conséquemment être discuté et voté d'abord comme amendement aggravatif général des douze premiers articles.

L'art. 463 du Code pénal porte que, dans les cas prévus au Code pénal, si le préjudice causé n'excède pas 25 francs, et s'il paraît des *circonstances atténuantes*, les juges peuvent réduire l'emprisonnement à quelques jours et l'amende à 16 francs; il porte absolument que les juges peuvent ne condamner qu'à l'emprisonnement seul ou à l'amende seule.

Voilà un article très-raisonnable et très-nécessaire, qui pourrait, à un certain point, corriger les excès qu'on re-

proche à nos lois, dans les trop vagues et trop sévères classifications des délits, et dans la trop grande rigueur des peines, enfin, dans la cumulation des amendes, des dommages et frais, avec la solidarité et avec l'emprisonnement.

On a demandé si cet article peut s'appliquer aux délits correctionnels qui ne sont pas dans le Code pénal, et les tribunaux ont jugé que ces délits hors le Code, ces délits qui sont néanmoins le complément du Code, se jugent en rigueur littérale des lois nouvelles, *sans égard aux circonstances atténuantes*, qui, selon la raison, l'équité, la loi générale, font réduire et séparer les peines; en d'autres termes, ils ont jugé draconiquement que les circonstances qui *atténuent le délit* ne doivent pas *atténuer les peines* de correction, qui, néanmoins, sont quelquefois viagères, à vrai dire, pour la prison, et presque toujours *ruineuses et inconstitutionnelles* par l'excès des amendes. Ils l'ont jugé, quoique les circonstances *atténuantes*, changeant la gravité des délits, doivent, selon le bon sens, changer la nature de la peine! Ils l'ont jugé, comme si les lois correctionnelles hors le Code avaient détruit la raison éternelle et le droit de la nature! Ils l'ont jugé, quoiqu'en toute matière correctionnelle, le Code pénal, art. 145, oblige les témoins de dire *toute la vérité*, et conséquemment *toutes les circonstances atténuantes*! Ils l'ont jugé, quoique les lois correctionnelles hors le Code ne répriment aucun délit qui soit plus grave que les délits compris au Code pénal!

Ils ont donc jugé ainsi, en prenant mal à propos, dans un sens limitatif et inique, ces mots de l'art. 463 de la loi générale : *peine portée par le présent Code*, au lieu de les prendre dans le sens non limitatif, et



en supposant, ce qui est de droit, que les lois nouvelles de justice correctionnelle, seraient insérées au Code, ou du moins interprétées comme en étant l'accessoire, comme étant de même nature que les lois comprises au texte principal.

D'après ce faux système, on a examiné relativement à notre projet, si les délits de la presse seraient jugés avec les conséquences naturelles de leurs circonstances atténuantes, ou judaïquement et iniquement, sans avoir égard à ces mêmes circonstances; et voici ce qui est arrivé : pour des cas d'exception seulement, notre art. 14 permet d'appliquer l'art 463; il le défend tacitement pour les autres cas, c'est ce qui constitue la rigueur excessive de cet article 14, qui permet ou défend aux juges d'être justes, selon que les délits correctionnels sont ou ne sont pas compris dans les catégories arbitraires de ce même article. Et voilà ce qui aggrave encore l'excès de rigueur compris dans les art. 1<sup>er</sup> et 2 du projet, et ce qui en exige le rejet avec la réforme du 14°.

*Contre l'article 18 du projet.*

Avant de terminer ce discours, je dois dire quelques paroles contre l'art. 18 et dernier, portant que, « *dans aucun cas*, la preuve testimoniale ne sera admise en justice pour établir la réalité des faits injurieux ou diffamatoires. » Avec cette clause universelle, imprudente et inouïe, l'article improvisé trop légèrement, et rédigé plus légèrement encore, est devenu une monstruosité législative, un renversement complet de la justice et de l'ordre judiciaire, en matière de faits de nature à constituer injure et diffamation.



Avant le Code pénal, depuis le Code pénal, et même depuis les lois de 1819, en un mot, au moment où je parle, il y a trois cas différens dans lesquels se prouve légalement par témoins, tout fait en lui-même de nature à injurier ou diffamer son auteur.

Il se prouve, 1<sup>o</sup> dans l'instance même d'injure, si le défendeur articule et demande à prouver que c'est uniquement pour sa propre défense légitime qu'il a proféré le fait, injurieux ou diffamatoire; car si le fait est prouvé, il n'y a plus d'injure, de diffamation punissable. C'est une distinction qui découle de la nature des choses, qui est fondée sur les principes du droit de la Grèce et de Rome, et reconnue par les jurisconsultes, et journellement pratiquée, et clairement supposée, et contenue dans le Code pénal et dans le Code civil.

Exemple : Un homme a essayé de me voler ; je l'ai saisi dans l'acte, en criant *au voleur* ! il a lâché prise, et, n'ayant rien perdu, je n'ai pas rendu plainte ; j'ai pris garde à ne l'injurier, à ne le diffamer en aucune sorte depuis la scène, qui a eu beaucoup de témoins.

Cet homme est un chicaneur astucieux ou effronté ; il confond, dans son aveuglement, l'injure et la diffamation avec la défense légitime, et la preuve testimoniale des faits dont on n'a pu se procurer la preuve écrite, avec celle des faits arrivés en un cas imprévu, dans une scène de crime ou de délit ; il y a des témoins de mon imputation, qui n'ont pas vu le fait de ma spoliation. Mon voleur m'assigne en police correctionnelle, et n'expose que mon imputation ; deux témoins mal instruits ou affidés, en déposent : Il a dit, c'est un voleur. Je répons : J'ai crié au voleur, au malfaiteur, lorsque vous me voliez, ou que vous me frappiez sans motif ; car les

faits peuvent varier à l'infini, et la règle est la même ; je sur-ajoute : en pareil cas, il n'y a point d'injure ni de diffamation, *punissable* s'entend ; car je n'ai jamais eu l'intention d'injurier. J'ai usé de mon droit dans les bornes les plus strictes de la défense naturelle. Je nie donc la réalité de l'injure alléguée, et je produis deux, trois, quatre ou cinq, dix témoins prêts à déposer de toute la scène. Assurément, ils seront entendus, et la vérité du fait reproché sera établie par témoins, parce que ce n'est pas seulement la vérité du fait imputé qui me justifie, c'est la fausseté, la supposition du délit d'injure que vous m'imputez en police correctionnelle ; et, en procès d'injure, comme dans un autre, le défendeur est admis à prouver par les circonstances qu'il n'a point injurié ni diffamé ; et les témoins sont, par la raison et le Code, tenus de dire *toute la vérité*, d'expliquer les circonstances à charge et à décharge.

Voilà donc un premier cas de preuve testimoniale qui a lieu, qui a eu lieu, qui aura lieu dans tous les temps.

Voici un second cas, où il n'y aura encore de différence que dans la forme et dans la nécessité d'une double procédure, mais où cette même preuve sera admise.

Dans l'espèce précédente, j'ai supposé l'imputation diffamante réelle, mais non formelle ou non punissable. Je vais maintenant la supposer formelle et punissable, si je ne la justifie par une *preuve légale*.

Depuis mon esclandre, j'ai raconté publiquement la scène, ou j'en ai fait imprimer le récit. J'ai donc formellement injurié, diffamé ; il n'y a que la preuve légale qui puisse m'excuser, mais j'y serai reçu en rendant plainte, parce qu'il y a un délit punissable. Je dénoncerai donc les faits à la justice, et demanderai qu'il soit sursis au juge-



ment d'injure durant l'instruction sur ma plainte en vol ou tentative de vol. Dans cette instruction, la preuve testimoniale sera admise, parce qu'il s'agit de délit; telle est la disposition de l'art. 372 du Code pénal, qui fait exception à l'art. 368, seul cité par votre commission.

Voilà donc un second cas général de preuve testimoniale du fait qui diffame.

Le troisième cas général est dans l'art. 20 de la loi du 26 mai 1816, par extension de l'art. 372.

Je vais toujours suivre ma première espèce en la variant. Il se trouve que mon voleur est un garde-champêtre, et qu'il m'a volé abusant de ses fonctions. Dans l'état où l'on nous tient, d'inexécution et de mépris réel du texte et de l'esprit de l'article 68 de la Charte, mon voleur, abusant de son titre de fonctionnaire, et du goût ministériel pour l'arbitraire et le despotisme, soutient, dans la seconde espèce, que, suivant un décret illégal de Napoléon, il faut un acte du conseil d'État, c'est-à-dire des ministres, pour instruire valablement contre lui.

S'il a parlé ainsi avant 1819, il a eu raison, selon l'abus inconstitutionnel que les ministres s'obstinent à maintenir de fait; et cet impudent prétendu diffamé aura pu rire de moi et de la justice; je serai jugé *calomniateur*, faute de preuve légale, si je ne suis pas assez riche pour m'adresser au conseil d'État, quelquefois à deux cents lieues de mon domicile.

Mais, comme dit Cicéron, notre ami Canius a inventé une formule contre le dol; autrement, M. le duc de Broglie, par son art. 20, nous a ramenés à la justice; il a mis un frein aux prévarications des agens du pouvoir, nommés par le pouvoir et soutenus par le pouvoir; il a rédigé, il a obtenu cet art. 20 de la loi de 1819 :



« Dans le cas d'imputation contre des fonctionnaires publics, de faits relatifs à leurs fonctions, les faits seront prouvés par toutes les voies ordinaires, et la preuve de ces faits mettra l'auteur de l'imputation à l'abri de toute peine. »

Cet article ne sert encore que contre les fonctionnaires assez insolens pour oser attaquer en police correctionnelle leurs victimes, qui se plaignent, avec vérité, par exception à la calomnieuse poursuite en calomnie. Cette demi-liberté, cette demi-justice a paru trop dangereuse aux auteurs du projet ; ils ont voulu supprimer l'art. 20 de 1819, et, afin de ne pas paraître faire une loi pour le seul injuste profit des agens du pouvoir, ils ont dit : *en aucun cas, la preuve testimoniale des faits imputés ne sera admise* ; et cette clause, *en aucun cas*, a rendu tout-à-fait absurde un article qui n'eût été qu'injuste et oppressif en faveur de ces agens, si l'on avait dit seulement : « Les articles (si nécessaires aux Français), les art. 20, 21, 22, 23, 24 et 25 de la loi du 26 mai sont abrogés. » Il est évident que, quelque parti qu'on prenne, l'art. 18 du projet ne peut pas subsister.

M. le rapporteur de votre commission est forcé de convenir que c'est uniquement l'art. 20 de la loi de 1819 qu'on a voulu *modifier* par l'art. 18 ; et il appelle cette *modification un sage tempérament*, que vous saurez apprécier.

Il ne s'occupe point de la clause monstrueuse *en aucun cas* ; il ne traite point les trois cas différens dont j'ai démontré la légitimité. Il ne pense point à l'art. 372 du Code pénal, qui est fait pour les injuriés sans fonctions, comme pour tous les fonctionnaires, sauf la permission du conseil d'État à obtenir inconstitutionnellement pour ceux-ci avant 1819 ; il parle comme si cet art. 372, qui suit

l'art. 368, pouvait être censé abrogé par cet art. 368. Enfin, il déclare notre déplorable art. 18 *conforme aux maximes* qui rejettent la preuve testimoniale contre la possession légale, sans commencement de preuve par écrit.

Vous apercevez qu'un fait punissable n'a rien de commun avec la possession légale. Vous savez d'ailleurs que le fait de la possession réelle a toujours tombé en preuve testimoniale sans commencement de preuve par écrit. Si M. le rapporteur avait entendu parler d'une certaine possession d'état négative d'un délit, il aurait parlé d'une chose que le droit et les lois ne connaissent pas comme excluant la preuve par témoins.

J'approuve le seul article onzième du projet, et je vote le rejet de tous les autres.

Je vote ce rejet, parce qu'ils sont respectivement inutiles et dangereux ; nuisibles au monarque et à la nation. *Inutiles et dangereux* : Les trois lois de 1819, sur les délits de la presse contiennent, quant à la prévision des crimes et délits, tout ce qui suffit ; quant à la pénalité, de cruels excès que le projet a le grand tort d'aggraver ; quant aux garanties sociales, ce qui est nécessaire, c'est-à-dire le jugement par jurés que le projet abolit, quand il aurait fallu l'inventer pour constater des délits arbitraires, pour infliger des peines outrées et arbitraires, pour juger, enfin, de véritables débats entre les autorités constituées et la nation.

*Inutiles et dangereux*, en ce qu'ils supposent tous les pouvoirs publics en hostilité avec la nation, et la nation en hostilité avec le roi et les chambres, et avec tous les dépositaires ou agens de l'exécution ; en ce qu'ils abrogent l'autorité constitutionnelle du roi ou la charte même, af-



sectant d'abroger et de modifier en ce sens funeste un article de la loi de 1819, qui énonce, reconnaît, protège *l'autorité constitutionnelle du Roi et des chambres.*

*Nuisibles au Roi et à la nation* en ce qu'ils ressuscitent sous le nom de classes des corporations éteintes et incompatibles comme corps ou classes reconnues en justice, avec notre gouvernement constitutionnel; en ce qu'ils créent et protègent *collectivement et d'office*, contre la plus juste médisance, d'autres classes vagues, dont on ne sait pas où elles commencent, où elles finissent, et où se trouveraient de nécessité des classes d'hommes les plus vicieuses, les plus malfaisantes, les plus inévitablement dignes de haine, de mépris et de ridicule.

*Nuisibles* enfin, en ce que la preuve testimoniale des crimes et des délits, à requête de toute partie civile, y est défendue pour *tous les cas*, au profit des fonctionnaires prévaricateurs, et des particuliers oppresseurs, et au grand désespoir des victimes, à la honte des lois.

Sous tous ces rapports, le projet mérite le reproche d'exciter à la haine des lois et de toutes les autorités.

Je rejette l'art. 1 parce qu'il ressuscite l'ancienne inquisition sur les opinions religieuses, sur des opinions souvent contradictoires entre elles, ou mal définies, et se confondant avec des superstitions et des abus odieux.

L'art. 2, comme renfermant implicitement l'abrogation de la Charte, et l'omnipotence formellement destructive de la Charte, et même la dictature, etc.

Ces deux articles, et les 3—10, et le 12<sup>e</sup>, et les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>, comme confirmant et aggravant des pénalités outrées, destructives de la morale, et excitant la haine contre les lois et les autorités.



Le 6<sup>e</sup>, comme inutile, vu l'existence du Code pénal, et comme exagérant les peines établies relativement aux ministres des cultes, sans qu'on les ait soumis au serment civique; comme autorisant, à mots couverts, des établissemens superfétatifs illégaux et anti-légaux, des établissemens qui affligent déjà, par leur multiplicité, et où l'on croit voir des corps politiques masqués, et un corps également déclaré *incompatible avec toute autorité légitime, spirituelle ou temporelle*.

L'article 10 comme maintenant la *censure* lorsqu'on s'annonce comme la voulant détruire.

Les articles 15 et 16, comme établissant les Chambres et les plus petits Tribunaux, juges et parties dans les causes de leur honneur offensé; comme contraires à la Charte en ce qu'ils ôtent les *Juges Naturels*, et sont pour suivre les citoyens à cent lieues, deux cents lieues du tribunal et du lieu du délit.

L'article 17, comme abolissant le Jury dans les délits de la presse, et comme livrant en proie au zèle indiscret du ministère public, dans tous les coins du royaume, la dignité et l'honneur des Pairs, des Députés et de tous les fonctionnaires, comme renversant l'ordre des tribunaux par une compétence d'exception.

Je rejette enfin l'article 18, comme décernant par une inconcevable méprise, des brevets d'impunité de tous crimes et délits, aux fonctionnaires publics et aux particuliers.

Que si les raisons les plus fortes contre ce malheureux projet sont inutiles, même à la Chambre des pairs, je

vote l'article additionnel proposé par M. le duc de Coigny, pour mettre un terme, et le plus court, à une loi si désordonnée. Enfin, j'implore avec un profond respect la sagesse de notre auguste monarque, pour que S. M. refuse la sanction à un code si funeste.

---

## SÉRIE D'AMENDEMENTS QUE J'AI PROPOSÉS.

---

### GÉNÉRAUX AMENDEMENTS DU PROJET.

---

- 1<sup>er</sup>. — Retrancher l'article premier.
- 2<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 2, et subsidiairement y rétablir la clause abrogée par le projet, *l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.*
- 3<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 4.
- 4<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 13.
- 5<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 15.
- 6<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 16.
- 7<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 17.
- 8<sup>e</sup>. — Retrancher l'art. 18.

### AMENDEMENTS DANS QUELQUES ARTICLES.

9<sup>e</sup>. — L'amende ne concourra point avec la prison pour les délits mentionnés au projet, depuis l'art 1<sup>er</sup> jusques et y compris l'art. 12.

10<sup>e</sup>. — *Premier sous-amendement subsidiaire.*

Dans aucun des cas prévus au projet, depuis l'art. 1<sup>er</sup> jusques et y compris le 10<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup>, l'amende au-dessus de 500 fr. ne pourra concourir avec la prison.

11°. — En aucun des cas prévus en la présente loi, la prison ne pourra excéder deux ans et demi pour la première fois, ni cinq ans pour la seconde.

12°. — *Relatif à l'art. 14 du Projet.*

L'art. 463 du Code pénal sera entièrement applicable aux délits prévus dans la présente loi.

FIN.

ARTICLES.

1<sup>er</sup>.

2.

3.



## CHAMBRE DES PAIRS.

AMENDEMENTS proposés dans le cours de la discussion sur le projet de loi relatif à la répression des délits de la presse.

ARTICLES.

1<sup>er</sup>.

M. le comte CORNUDET. — Ajouter à la fin de l'art. 1<sup>er</sup> la disposition suivante :

« La présente disposition ne peut porter atteinte  
« au droit de controverse. »

M. le comte LANJUINAIS. — Supprimer cet article.

M. le comte DE BASTARD. — Remplacer l'article du projet par la rédaction suivante :

« Toute attaque par l'un des mêmes moyens contre la Majesté royale, l'ordre de successibilité au trône, les droits que le Roi tient de sa naissance, ceux en vertu desquels il a donné la Charte, son autorité constitutionnelle, l'inviolabilité de sa personne, les droits ou l'autorité des Chambres sera punie d'une amende de 300 fr. à 6000 fr. »

2.

M. le comte DE PONTÉCOULANT. — Substituer à ces mots, *contre les droits ou l'autorité du Roi*, ceux-ci, *contre les droits du Roi ou contre son autorité constitutionnelle*; et à ces mots, *contre les droits ou l'autorité des Chambres*, ceux-ci, *contre l'autorité constitutionnelle des Chambres*.

M. le comte LANJUINAIS. — Supprimer cet article.

3.

M. le marquis DE LALLY. — Substituer à ces mots, *garantis par les articles 5 et 9 de la Charte constitutionnelle*, ceux-ci : *garantis par les douze premiers articles de la Charte constitutionnelle, rangés sous le titre de droits publics des Français*.

4 et 12.

Amendements  
communs  
aux douze  
premiers art.

M. le comte LANJUINAIS. — Supprimer ces articles.

M. le comte LANJUINAIS. — Appliquer à ces douze articles les modifications suivantes :

« L'amende ne concourra point avec la prison  
« pour les délits mentionnés en la présente loi.« En aucun cas l'amende ne pourra être au-dessus  
« de 500 fr. pour les délits simples, et de 1000 fr.  
« pour les délits commis en récidive.« En aucun cas la prison ne sera de plus de deux  
« ans et demi pour les délits simples, et de cinq ans  
« pour les délits commis en récidive. »

14.

*Id.* — Si l'on conserve le concours de la prison et de l'amende, modifier ainsi la rédaction de cet article.« L'article 463 du Code pénal sera applicable à  
« tous les délits prévus par la présente loi. »

15, 16 et

17.

*Id.* — Supprimer ces trois articles.

17.

M. le comte DE BASTARD. — Substituer à cet article l'article suivant :

« Seront poursuivis devant la police correction-  
« nelle et d'office,« 1<sup>o</sup> L'injure dans les cas prévus par l'art. 5 de la  
« présente loi, et par l'article 19 de la loi du 17 mai  
« 1819.« 2<sup>o</sup> Les délits prévus par les articles 6, 8, 9 et 12  
« de la présente loi.« 3<sup>o</sup> La provocation publique à des crimes non ef-  
« fectués, ou à des délits, par la vente, distribution,  
« mise en vente, ou exposition dans des lieux ou  
« réunions publiques, de dessins, gravures, peintures  
« ou emblèmes.

« Les autres délits prévus par la présente loi se-

17.

18.

17.

« ront jugés conformément à l'article 13 de la loi du  
« 26 mai 1819.

« Néanmoins toutes les fois que des délits de la  
« presse devront être portés aux assises, le procureur-  
« général en informera le préfet du département. »

M. le comte CORNUDET. — Ajouter à la fin de cet article  
la disposition suivante :

« La présente disposition, en ce qu'elle a de con-  
« traire à l'article 13 de la loi du 26 mai 1819, n'aura  
« effet que jusqu'à la session de 1823.

« A cette époque l'article 13 de la loi susdite re-  
« prendra sa vigueur. »

M. le comte CORNUDET. — Substituer à cet article la  
rédaction suivante :

« Il n'est pas dérogé à l'article de la loi du 26 mai  
« 1819, en ce qu'il autorise, dans le cas d'imputation  
« contre des fonctionnaires ou agents de l'autorité,  
« ou contre toute personne ayant agi dans un ca-  
« ractère public, de faits relatifs à leurs fonctions, à  
« les prouver par toutes les voies ordinaires, sauf la  
« preuve contraire par les mêmes voies.

« Cette preuve aura lieu devant le tribunal de  
« police correctionnelle ou devant la Cour royale,  
« les Chambres d'appel réunies. »

18.

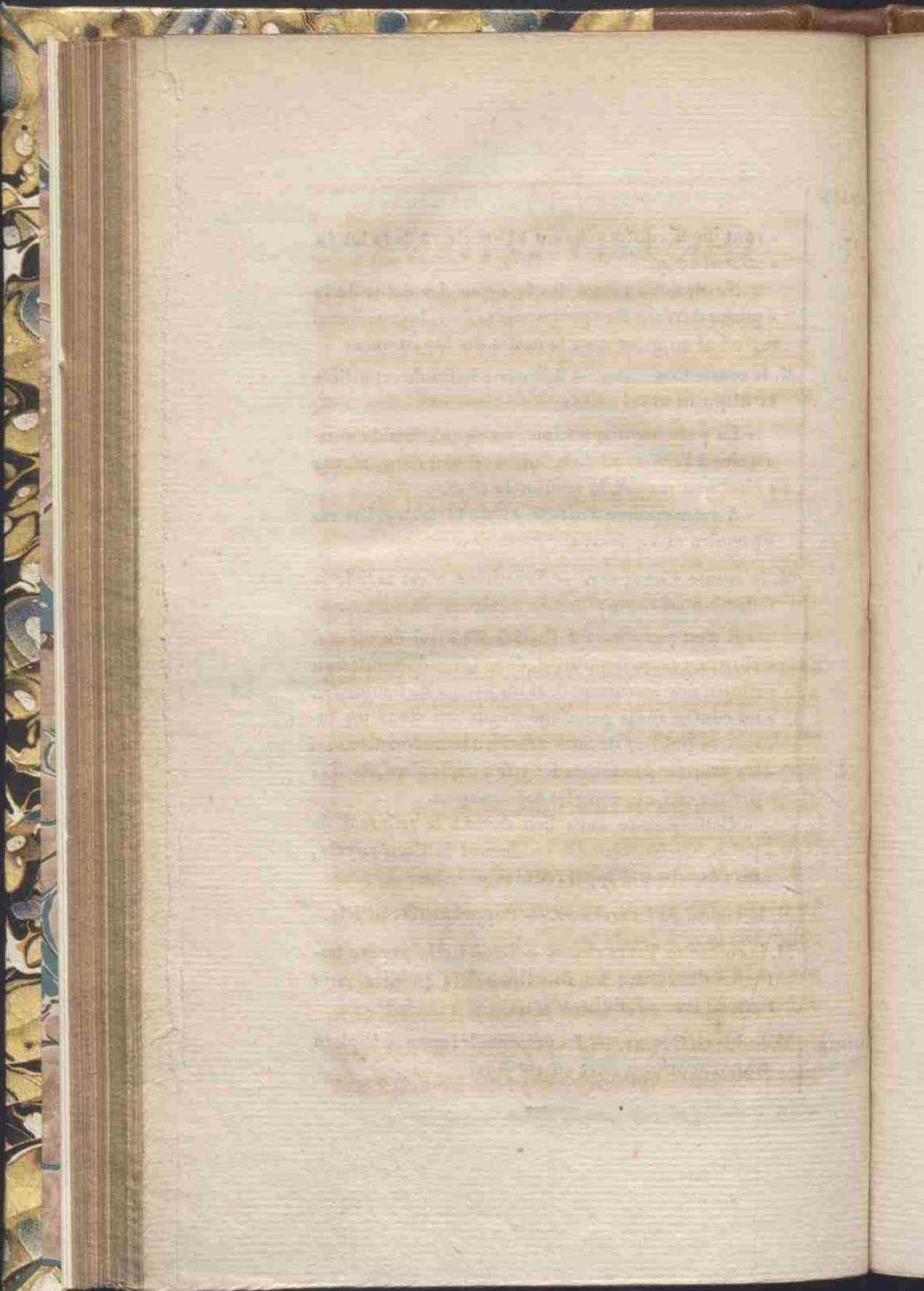
M. le comte de LANJUNAIS. — Supprimer cet article.

M. le comte DE TALLEYRAND. — Rétablir la preuve tes-  
timoniale contre les fonctionnaires publics pour  
faits de leur administration.

ARTICLE  
additionnel.

M. le duc DE COIGNY. — La présente loi cessera de plein  
droit d'avoir son effet au 1<sup>er</sup> janvier 1824.





# OBSERVATIONS

EN RÉPONSE A CELLES

DE M. LE MARQUIS DE LALLY,

INSÉRÉES au *Moniteur* du 4 décembre 1821, au sujet de la déclaration signée par plusieurs Pairs le 24 novembre précédent, par un des Pairs signataires de ladite déclaration.

ADOPTANT la même division que M. le marquis de Lally, on examinera d'abord la question de droit. La Chambre des Pairs constituée en Cour de justice, a-t-elle le droit d'arbitrer les peines? ou, pour mieux dire, en généralisant un peu plus la question, la Cour des Pairs a-t-elle le droit de rendre une décision contraire aux lois existantes?

Il semble qu'on pourroit répondre à cette question par une autre question : Quel est l'article de la Charte, ou quelle est la loi votée par les Chambres et sanctionnée par le Roi, qui a attribué ce droit à la Cour des Pairs? Si pareil article, pareille loi, n'existe pas, sur quel fondement pourroit-elles'arroger ce droit?

Dira-t-on qu'aucune autorité ne peut infirmer un jugement de la Cour des Pairs ; que , quelle que soit la règle suivie ou adoptée par elle en le rendant , aucun autre tribunal , aucun autre pouvoir ne peut intervenir pour l'obliger à réformer son arrêt ? Cela est vrai ; mais il sembleroit qu'on devroit tirer de là une conclusion toute différente.

N'est-ce pas précisément parceque la Cour des Pairs est tribunal suprême , parcequ'aucune autre autorité judiciaire n'existe au-dessus d'elle , qu'elle-même doit reconnoître plus que toute autre la supériorité de la loi ? N'est-ce pas précisément parcequ'aucun autre pouvoir ne peut l'astreindre à l'exécution des lois dans ses jugements , qu'elle-même doit s'y astreindre avec une exactitude plus scrupuleuse ? S'érigera-t-elle en tribunal arbitraire , qui ne connoitroit d'autres règles fixes que celles qu'il lui plairoit de se tracer ?

On dira peut-être que la question est ici trop généralisée , que le droit de la Cour des Pairs se borne à mitiger la peine , et non à l'aggraver. Mais où puiseroit-on cette doctrine ? sur quels fondemens l'appuieroit-on ? Si rien ne prescrit à la Cour de se conformer sur tous les points



aux lois, rien ne lui prescrit dans quel sens elle peut s'en écarter.

A cette première question de droit, on peut en ajouter une seconde. En admettant (pour un moment) que la Cour des Pairs puisse rendre une décision contraire à la loi, comment ce droit sera-t-il exercé?

Ne seroit-il pas naturel de penser que ce sera par la majorité numérique? L'usage adopté par la Cour exige les cinq huitièmes des voix pour faire prévaloir l'avis le plus sévère..... C'est-à-diresans doute lorsqu'il y a deux avis également autorisés par la loi. Mais si deux avis sont ouverts, l'un conforme, l'autre contraire à la loi, le cas n'est-il pas essentiellement différent? La majorité numérique qui ne demanderoit que le maintien de la loi, ne pourroit-elle pas s'attendre à ce que la décision fût rendue conformément à son avis? Est-il raisonnable, tombe-t-il sous le sens, qu'une fraction moindre que la moitié puisse faire prévaloir un avis qui déroge à la loi, et forcer le reste de la Cour à y souscrire?

Passons à la question de fait. La pratique de la Cour des Pairs, et les précédents qu'elle peut fournir, l'autorisent-ils à arbitrer les peines?

Dans le procès du maréchal Ney, dix-sept Pairs opinèrent à une peine autre que celle portée par la loi ; mais comme ils restèrent dans une très petite minorité , cela ne causa aucun embarras , et on ne fut pas dans le cas d'agiter la question.

L'arrêt (prononcé à une forte majorité numérique) condamna le maréchal à la peine de mort *suivant les lois militaires*. Ce n'étoit pas à proprement parler une commutation de la peine , mais seulement du mode d'exécution. C'étoit une légère irrégularité , sur laquelle des circonstances très particulières firent fermer les yeux. Mais on n'hésite pas à maintenir qu'une irrégularité commise ne peut être citée pour en autoriser une seconde , sur-tout quand cette nouvelle irrégularité est d'une nature entièrement différente de la première.

L'arrêt du 16 juillet dernier paroît fournir un précédent plus applicable au cas présent. Mais il est évident que la Cour crut apercevoir dans un article du Code , et à la faveur de circonstances atténuantes qui existoient dans le cas de Laverderie , un moyen de concilier son arrêt avec la loi. Les consciences de ceux qui s'étoient d'abord refusés à y souscrire purent être

rassurées, sur-tout dans la persuasion où ils étoient qu'à cet égard l'arrêt ne feroit pas règle pour l'avenir. C'est donc parcequ'ils ont vu qu'on vouloit fonder sur cet arrêt une décision semblable dans le cas de Maziau (sans pouvoir citer les mêmes circonstances atténuantes), et, par une série de précédents ainsi établie, changer virtuellement la loi, qu'ils ont cru de leur devoir dans cette dernière occasion de persister dans leur dissentiment.

Ce qui a pu se passer dans les différentes commissions de la Chambre est étranger à la question actuelle. Il n'est pas douteux qu'on ait pu discuter dans une commission, ou en Chambre législative, s'il seroit à propos que la loi qui réglerait l'organisation de la Cour des Pairs, contienne une clause qui lui permette d'arbitrer les peines. En Chambre judiciaire il ne s'agit plus de discuter les mérites de la loi, mais de l'appliquer.

Allèguera-t-on enfin que divers Pairs, en prononçant la culpabilité de Maziau, s'étoient réservé le droit d'arbitrer la peine? Il est évident néanmoins que quelque douce que pût être la peine, ils ne l'eussent pas prononcée contre lui s'ils ne l'eussent cru coupable. Il est



donc évident que dans leur conscience ils l'ont jugé tel ; et c'étoit la seule question que la loi leur faisoit dans ce moment-là, sur laquelle elle leur demandoit une réponse catégorique, et non accompagnée de distinctions qu'elle ne connoît pas, et qu'elle repousse même en propres termes.

Se fondant sur les arguments ci-dessus, ou d'autres semblables, les Pairs signataires de la déclaration ont pensé que l'arrêt tel qu'il a été prononcé étoit contraire à l'article de la Charte, qui proclame tous les Français égaux devant la loi; car de même qu'elle leur accorde à tous égale protection, tous lui doivent égale soumission; que cet arrêt excédoit les pouvoirs de la Cour des Pairs; qu'il étoit attentatoire à la prérogative royale, car au Roi seul appartient le droit de commuer les peines; attentatoire à l'autorité du Roi et des Chambres, car leur autorité réunie est nécessaire pour changer une loi existante.

On a réservé pour le dernier paragraphe ce qui forme le premier dans les observations de M. le marquis de Lally. On ignore effectivement si la déclaration dont il s'agit existe aux archives de la Chambre. Mais la plupart des Pairs dissidents

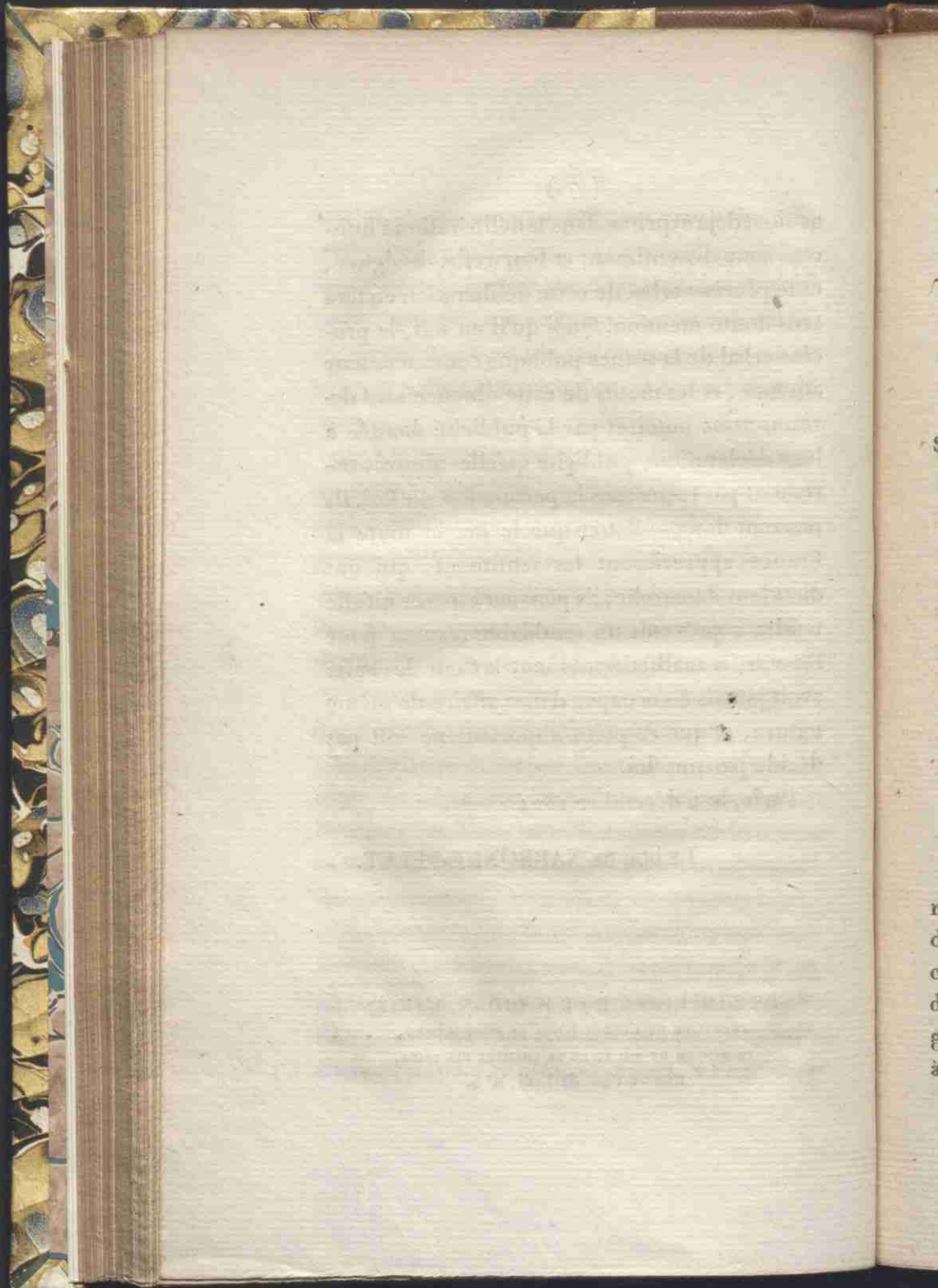
avoient déjà exprimé dans la délibération à huis-clos leur dissentiment et leur refus de signer, et le procès-verbal de cette délibération en fera sans doute mention. Quoi qu'il en soit, le procès-verbal de la séance publique constatera leur absence, et les motifs de cette absence sont devenus assez notoires par la publicité donnée à leur déclaration, publicité qu'elle n'auroit sûrement pas reçue sans la permission du Roi. Ils peuvent donc se flatter que le Roi et toute la France apprécieront les sentiments qui ont dicté leur démarche; ils peuvent espérer qu'elle tendra à prévenir un semblable résultat pour l'avenir, si malheureusement la Cour des Pairs avoit jamais à s'occuper d'une affaire de même nature, et que ce point important ne soit pas décidé par une loi.

Paris, le 6 décembre 1821.

LE DUC DE NARBONNE-PELET.

---

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AÎNÉ,  
CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,  
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,  
Rue du Pont de Lodi, n° 6.





---

# ADDITION A L'OPINION

DE

M. LE DUC DE NARBONNE-PELET

Sur l'article 17 de la loi relative à la répression des  
abus de la presse.

---

*Séance du 5 mars 1822.*

MESSIEURS,

Avant l'ouverture de cette discussion, j'avois rédigé une Opinion renfermant quelques unes des considérations qui m'avoient le plus frappé, contre le maintien du jury dans les jugements des délits de la presse. La foiblesse de mon organe et le désavantage que j'aurois eu à lutter, à une tribune où je ne suis jamais monté, avec

des orateurs aussi exercés que ceux qui se dispo-  
soient à parler sur cette question , m'ont dé-  
terminé à me contenter de faire imprimer cette  
Opinion et de la distribuer à mes collègues. Les  
discours que j'ai entendus depuis m'engagent à  
y faire quelques additions, pour répondre à des  
raisonnements que je n'avois point anticipés.

Le discours du premier opinant qui a parlé  
sur la loi est celui dans lequel cette question a  
été traitée le plus à fond. Le premier argument  
dont cet orateur a fait usage a été, ce me sem-  
ble, que les jugemens prononcés par des jurys  
sur des questions d'abus de la presse seroient  
l'expression de l'opinion publique. J'avoue fran-  
chement que jusqu'à présent j'avois pensé, et  
que je pense encore, malgré l'assertion de ce  
noble et éloquent magistrat, qu'un jugement  
sur une matière quelconque ne doit point être  
l'expression de *l'opinion publique*, mais l'expres-  
sion de *la vérité*, autant qu'il a été donné au juge  
ou au jury de la découvrir. Quand il m'est ar-  
rivé de siéger comme juge, et si jamais je me  
trouvois de nouveau remplir cette pénible fonc-  
tion, j'ai cru et je croirois encore devoir me dé-  
pouiller entièrement de toute opinion formée  
hors de l'enceinte de la Cour, et aussi bien de  
celle que j'aurois pu recueillir dans le public,

que de celle qui m'eût été inspirée par des particuliers.

Néanmoins, comme ces deux mots *opinion publique* sont quelquefois pris dans des sens divers, j'avouerai qu'il est une opinion publique dont l'influence est salubre dans les jugements, celle qui flétrit le juge prévaricateur, injuste ou partial : celle-là, l'homme chargé de prononcer un jugement ne sauroit l'avoir trop sous les yeux. Mais cette opinion publique, qui doit être en sentinelle à la porte de tout magistrat permanent, elle est nulle ou à peu près pour un juré. Qu'a-t-il à craindre de l'œil du public, celui qui après le jugement prononcé se confond dans les rangs de ce même public, et dont le nom même sera presque toujours ignoré ?

Aussi, si j'ai bien compris le noble Pair, ce n'est point de celle-là qu'il a voulu parler. L'opinion publique qu'il desire voir manifester par les jugements des délits de la presse est formée avant le jugement. Elle se forme tous les jours ; et comment ? Par des pamphlets, des journaux, des discours de tribune. Oh ! pour celle-là, je n'hésite pas à déclarer que je voudrais qu'elle pût être à jamais exclue de l'enceinte de tout tribunal.

Je vais envisager la question sous un autre



point de vue. Cette opinion publique, si elle est unanime, sans doute les magistrats permanents la partageront comme tout le monde. Mais sera-t-elle souvent unanime? ne sera-t-elle pas presque toujours divisée au moins en deux? Cette opinion publique, ou prétendue telle, ne se résoudra-t-elle pas assez souvent en une opinion de parti? Or tout le monde s'accorde à penser que l'esprit de parti doit être banni des jugemens. Il ne s'agit que de savoir où prendre les hommes qui en seront le plus exempts. J'avoue que les raisonnemens de ceux qui affirment que le jury sera moins accessible à l'esprit de parti qu'un tribunal permanent, sont au-dessus de ma compréhension. Il me semble que le simple bon sens dit tout le contraire. On ne peut nier que dans l'état actuel de la société tout homme, qui a eu un peu d'éducation, n'ait adopté une opinion politique, qu'il n'appartienne à un parti. Le juré, choisi pour juger un écrit, est un homme qui peut-être dans le plus grand nombre de ses actions, mais probablement au moins dans le choix de ses sociétés, dans celui de ses lectures, dans beaucoup d'autres circonstances de sa vie habituelle, est dirigé par l'esprit de parti. Il en a le droit; c'est l'essence du gouvernement représentatif. Le ma-

gistrat, dans ce qui fait l'occupation journalière de sa vie, toutes les fois qu'il touche le seuil de la cour où il siège, a le devoir de repousser loin de lui l'esprit de parti. Il rougiroit s'il se croyoit soupçonné d'en conserver la moindre trace. C'est une des premières conditions attachées à son état de juge. La remplira-t-il toujours? L'homme est imparfait, et tout homme est sujet à être égaré par ses passions et son amour-propre. Mais lequel de deux hommes saura *le plus souvent* accomplir un devoir pareil? Est-ce celui qui par état est astreint à le pratiquer à tous moments, ou celui qui est appelé à l'exercer par hasard et en passant?

Mais la société, a dit le noble Pair, est *partie* dans tout jugement des délits de la presse. Si elle est *partie*, qu'elle ne s'érige point en juge! Non seulement elle n'est pas juge compétent; mais je doute qu'elle fût juge éclairé des écrits qui peuvent lui nuire à elle-même. Notre constitution admet des jugements où la nation entière, par l'organe de ses représentants, peut devenir partie et accusatrice. Mais ce seroit devant un tribunal permanent qu'elle viendrait plaider, et elle ne pourroit refuser de se soumettre à sa décision.

On a dit que les juges de la presse exercent

une attribution politique. Si c'étoit véritablement une attribution politique, elle ne pourroit appartenir à aucun tribunal, et pas plus aux Cours d'assises qu'aux autres. Mais est-ce une attribution politique que d'examiner si un écrit a, ou non, outragé la religion, les mœurs, la royauté, ses droits et son autorité; nos droits, ceux de tous les Français, excité les citoyens à troubler l'ordre et la paix publique, calomnié ou diffamé des individus? Prononcer si ce sont-là des délits, voilà l'attribution politique que nous exerçons dans ce moment. Mais prononcer qu'un de ces délits a été ou n'a pas été commis, après qu'ils ont été déclarés tels, c'est une attribution purement judiciaire; et ce seroit confondre toutes les idées que de lui donner un autre nom.

On a répété comme ne pouvant être contesté ce qui avoit été déjà dit à cette Chambre, à la suite d'un enchaînement d'assertions: Point de liberté de la presse si les écrits ne sont pas jugés par des jurys! Je ne vois pas de quelles preuves on appuie cette assertion péremptoire; et si j'y répondois par une assertion toute contraire: La liberté de la presse peut fort bien exister sans le secours du jury! les deux assertions seroient à-peu-près au pair, sauf l'emphase avec laquelle

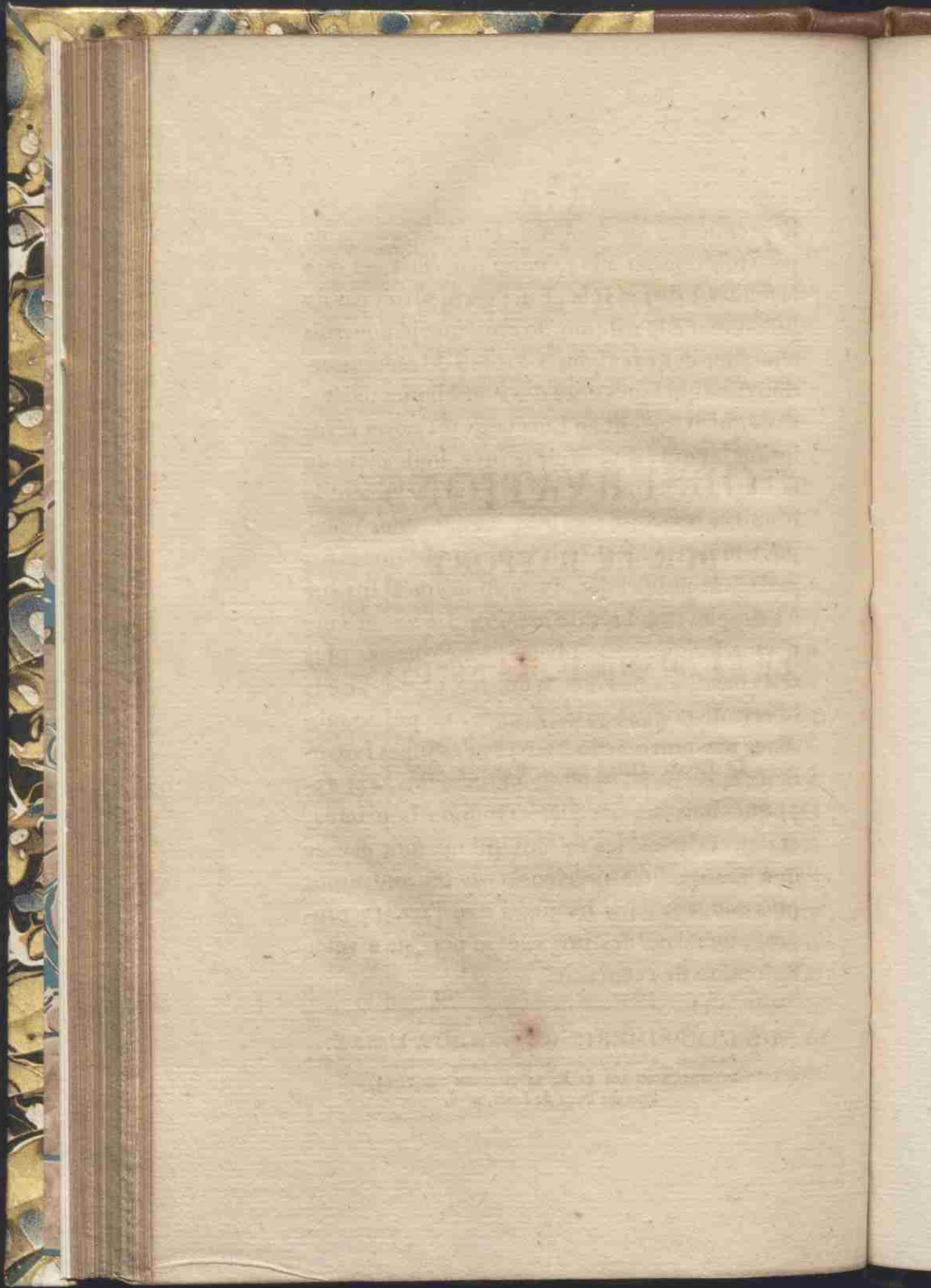


la première a été énoncée ; emphase que je ne pourrois donner à la mienne par écrit, et que la foiblesse de ma voix ne me permettroit pas de lui donner à la tribune. Je crois que jé pourrois chercher des exemples à l'appui de mon assertion dans quelques unes des républiques fédératives qui existoient en Europe avant notre révolution, et qui, sans avoir le jury, jouissoient de la liberté de la presse : car elles alimentoient la librairie française, ou lui prêtoient leur nom, pour tous les objets dont la censure n'auroit pas permis la publication. Mais en m'appuyant sur les simples lumières de la raison, je ne puis me persuader que cette liberté, telle que ses plus zélés partisans peuvent la désirer, c'est-à-dire la liberté de la presse sans licence, ne puisse subsister par-tout où elle trouvera des juges impartiaux et éclairés, quoique permanents. J'ai expliqué dans ma première Opinion imprimée, et dans celle-ci, les raisons qui me font penser que ces qualités précieuses se rencontreront plus souvent dans les juges que l'art. 17 propose, que dans des jurys, et je persiste à voter l'adoption de cet article.

---

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, L'AINÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL DE SAINT-MICHEL,  
 IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS,  
 Rue du Pont de Lodi, n° 6.



OBSERVATIONS  
SUR LE RAPPORT  
DE LA COMMISSION  
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,  
CHARGÉE D'EXAMINER  
LA PROPOSITION DE M. BARTHÉLEMY.



OBSERVATIONS

sur le RAPPORT

DE LA COMMISSION

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CHARGÉE D'EXAMINER

LA PROPOSITION DE M. BARTHÉLEMY

---

## OBSERVATIONS

Sur le Rapport de la Commission de la Chambre des  
Députés, chargée d'examiner la Proposition de M. le  
Marquis BARTHÉLEMY.

---

M. le Rapporteur de la Commission, comme tous les adversaires de la Proposition de M. Barthélemy, s'efforce de mettre en dehors de la question la Loi même à laquelle la Proposition se rapporte, c'est éviter l'engagement, ce n'est pas vraiment combattre.

M. le Rapporteur Ministre d'État dit que l'auteur de la Proposition n'a pas fait voir que la Loi eût offert dans son essai de véritables dangers ; mais M. le Rapporteur oublie que le noble Pair a invoqué, pour prouver que ces dangers avoient existé, les alarmes témoignées par le Gouvernement même ; qu'il a de plus indiqué dans la Loi, des vices graves, et que c'est parcequ'il a jugé par les dangers que le Gouvernement avoit proclamés, quels étoient ceux qui pouvoient se présenter à l'avenir, qu'il a proposé

à la Chambre des Pairs de demander au Roi, dans une formule générale et respectueuse, de faire connoître les moyens qu'une double expérience avoit pu lui indiquer comme les plus propres à prévenir les dangers de la Loi en corrigeant ses abus. Une Proposition de cette nature, dictée évidemment par l'amour du bien public, et par le respect pour le Roi, pouvoit-elle être rejetée par la Chambre des Pairs? pourroit-elle l'être maintenant par la Chambre des Députés?

Suivant M. le Rapporteur, demander au Roi un projet de Loi sur un objet aussi important, c'est d'abord lui demander *peu de chose*; mais ensuite, traitant la question avec plus de gravité, M. le Rapporteur demande si, en sollicitant cette Loi, on prétend *avertir le Roi de son devoir*, ou *lui donner un conseil*; et il déclare, qu'en dernière analyse, on n'aura pas fait autre chose que lui *proposer d'agir s'il le juge à propos*. Mais M. le Rapporteur voudra bien observer que cette critique peut également s'appliquer à toute demande de Loi sortie du sein des Chambres, et que pourtant cette considération n'a pas empêché que la Charte ne leur ait accordé cette part importante dans



l'initiative de la Loi. M. le Rapporteur voudroit-il que cet article de la Charte fût réformé par égard pour les abus de la Loi d'élection ?

M. le Rapporteur déclare que ni lui , ni la Commission ne veulent avoir égard aux discours et aux développements qui ont appuyé la Proposition. C'est une *grande générosité* sans doute que celle qui le porte à épargner ses adversaires au point de *ne pas répondre* à leurs arguments ; et nous observerons , d'ailleurs , que cette générosité lui est commune avec tous ceux qui partagent son opinion. Nous remarquerons aussi que de ne pas repousser les arguments de ses adversaires , n'est pas prouver qu'ils sont mauvais , et qu'au moins il seroit sage de répondre à ses amis , quand , sous prétexte de nous défendre , ils se permettent , comme M. Duvergier d'Hauranne , de parler contre nous , avec une force aussi grande que nos adversaires eux-mêmes.

Suivant M. le Rapporteur , la marche de la Chambre des Pairs n'est pas *franche* ; il y trouve l'*évidence* d'une *intention cachée*. Cette assertion est hardie , et demanderoit des preuves ; mais M. le Rapporteur n'a pas réfléchi ,

sans doute, que cette intention, quelle qu'elle pût être, ne ressortiroit son effet qu'autant qu'elle seroit partagée et approuvée par le Roi et par la Chambre des Députés. Par conséquent il est prouvé que l'accusation tombe d'elle-même, et que la dignité des Pairs n'en peut pas même être blessée.

La discussion a été épuisée, dit M. le Rapporteur, et en 1817 tout a été dit et répété sur la question des élections. Oui, sans doute, tout a été dit, mais a-t-on répondu à tout dans cette discussion mémorable? N'a-t-on pas été forcé d'en appeler à l'expérience, et de dire que c'étoit un essai, pour se dispenser de répondre à des objections qu'on ne pouvoit résoudre? Dès-lors est-il défendu, après deux ans d'expérience, de prier ceux qui ont fait l'épreuve, et qui l'avoient demandée, de nous dire avec franchise ce qu'elle a pu leur montrer de défectueux ou d'utile? Ne peut-on pas s'informer si, à l'aide de cette expérience qu'ils avoient eux-mêmes invoquée, ils peuvent repousser aujourd'hui les arguments qu'alors ils ont désiré voir remettre à une autre époque?

M. le Rapporteur prétend que la réunion de tous les électeurs dans un seul lieu est dans

l'essence et la substance de la Loi, malgré les conséquences prouvées que cette réunion entraîne et qu'il ne réfute point. Jusqu'ici les adversaires, aussi bien que les défenseurs de la Proposition, avoient été sur ce point d'un avis unanime. Nous demanderons donc aux Ministres, qui seuls ne se sont point encore expliqués sur cet objet, de dire ce qu'ils en pensent. Toutefois, nous observerons que M. le Rapporteur, qui trouve qu'il est dans l'essence de la Loi que tous les électeurs se réunissent en un seul lieu, trouve aussi qu'il est naturel qu'un grand nombre n'y vienne point; et voilà comme tout s'explique. M. le Rapporteur demande où l'on a pu apprendre à la Chambre des Pairs qu'un tiers au moins des électeurs s'est dispensé de l'élection. Nous pourrions, en témoignage de ce fait, appeler le Moniteur; mais comme M. le Rapporteur récuse *ce redoutable témoin*, nous lui faisons cet avantage, et nous prions seulement les Ministres de vouloir bien déclarer eux-mêmes si le nombre des électeurs qui ont manqué aux élections s'est élevé jusqu'au tiers, ou bien s'il l'a dépassé. M. le Rapporteur, qui desire que ce fait soit constaté hors de la Chambre des Pairs, aura cette satis-



faction et pourra alors reconnoître que cette Chambre respectable ne s'est point « décidée, « comme il le prétend, sur l'allégation d'un de « ses Membres, à adopter une mesure qui n'a « d'autre appui que cette allégation même. » Le bon sens d'ailleurs jugera s'il peut être de l'essence d'une Loi que tous les électeurs soient appelés à voter dans un seul lieu, lorsque d'un autre côté, il est naturel, dit-on, qu'un tiers ne puisse jamais s'y rendre.

M. le Rapporteur reproche au noble Pair auteur de la Proposition, de n'avoir allégué aucun fait qui prouve que la Loi d'élection ait besoin de quelque réforme, et il convient cependant que ce noble Pair a signalé, dans la manière dont se prennent les patentes, une porte ouverte aux abus les plus choquants. Il nie à la vérité que cela puisse être ; mais cependant il ne réfute, pour ainsi dire, aucun des arguments par lesquels on l'a prouvé. Il dit que par une Ordonnance on peut exiger qu'un patenté ait payé pendant douze mois sa patente pour pouvoir être électeur ; mais, par la même raison, une Ordonnance pourroit exiger que l'on ait payé pendant douze mois l'impôt d'un bien-fonds que l'on possède, pour pouvoir être élec-

teur ou pour être élu Député; car les simulations de propriété ne sont pas un inconvénient moins grave que les simulations de patentes : il est facile de comprendre où ce système conduit, et l'on voit, de cette manière, combien M. le Rapporteur est peu d'accord avec lui-même, soit qu'il nie les inconvénients de la Loi, soit même qu'il les admette.

M. le Rapporteur ajoute qu'il n'y a d'obscurité dans l'article de la Charte, relatif à la contribution des électeurs, *que pour ceux qui ont besoin d'en trouver*. Mais que M. le Rapporteur prenne garde, car il accuse à-la-fois le Roi, la Chambre des Pairs, et la Chambre des Députés, qui ont donné, il y a un an, par une Loi, sur la Proposition de M. Duvergier d'Hauranne, une interprétation de cet article, pour la propriété foncière, en opposition à ce que M. le Rapporteur voudroit faire décider par une Ordonnance pour les patentes. Ils trouvoient donc, sous le rapport de ce qu'on doit payer pour être électeur, de l'obscurité dans la Charte; ils pensoient donc qu'une Loi seule pouvoit alors la lever. Or ce qui a déjà été peut se reproduire encore; et en matière de Loi, les précédents font au moins une présomption du droit.



Suivant M. le Rapporteur « la Proposition adoptée par la Chambre des Pairs recèle toute autre chose que ce qu'elle exprime naturellement. » Ainsi M. le Rapporteur accuse la Chambre des Pairs de légèreté ou de perfidie ; il est important qu'au moins M. le Rapporteur s'explique, et qu'il dise jusqu'à quel point la Commission a pris part à cette grave accusation. On ne peut pas faire sortir trop tôt, dit-il, la Loi des élections du combat où on l'a engagée ; et ceci fait assez voir pourquoi dans la Commission on a étouffé les représentations de la minorité. Mais quel est le grand intérêt d'où peut naître cette crainte ? Est-ce l'intérêt de la Loi, ou l'intérêt des Ministres ? Ou bien , M. le Rapporteur dit-il que c'est afin de mettre un terme à la prétendue inquiétude qui agite la nation ? Mais alors on lui répond que si la nation éprouve une aussi vive inquiétude, parcequ'une des branches du pouvoir législatif propose aux deux autres de s'occuper de la Loi d'élection, c'est que, suivant M. le Rapporteur, la nation n'auroit confiance en aucune des trois branches du pouvoir législatif. M. le Rapporteur, qui proclame une méfiance si peu mesurée à l'égard de la Chambre



haute, se méfieroit-il également de la Chambre des Députés? se méfieroit-il du Roi lui-même, et la majorité de la Commission seroit-elle de son avis? Nous nous flattons du contraire, mais au moins nous sommes sûrs que la majorité de la Chambre des Députés et la majorité de la nation n'approuveront pas un sentiment que rien ne peut justifier.

Suivant M. le Rapporteur, la Loi des élections est chère à la nation, et on ne peut pas *y toucher sans danger*; mais il est *prouvé*, d'autre part, et on pourroit dire qu'il est *avoué*, qu'on ne pourroit pas la garder telle qu'elle est sans danger. Qu'est-ce donc en définitif qu'une Loi qu'on ne peut changer ni conserver sans se perdre? En sommes-nous à ce point qu'il ne nous reste qu'à choisir sous le rapport des élections, le genre de mort qui nous convient? Au reste si cela est, prenons le parti le plus brave. Le courage et la vérité ont toujours des chances, et lors même que tout est perdu, il leur reste encore l'honneur.

La Loi des élections est la garantie de la Charte, dit M. le Rapporteur. Nous avons cru jusqu'ici que la garantie de la Charte étoit le serment sacré par lequel notre Roi, et nos

Princes, et la France, s'y sont liés pour jamais. Il faut que M. le Rapporteur prouve que cette garantie est insuffisante, car jusque-là sa doctrine ne peut pas être partagée par de véritables François.

M. le Rapporteur demande des faits à la Chambre des Pairs; mais pourquoi lui demander des faits quand ses arguments sont justes, et pourquoi, M. le Rapporteur, s'il veut comparer des faits, n'en demande-t-il pas à ceux qui ont dirigé les élections? Sa défiance iroit-elle jusqu'à soupçonner leur franchise? Nous sommes loin de le penser, mais il n'en est pas moins vrai qu'il faut que les Ministres nient, ou que les Ministres admettent qu'il a existé des abus dans l'exercice de la Loi; que s'ils le nient, on le leur prouvera; et que si, au contraire, ils en conviennent, il faut qu'ils disent alors si ces abus ont été le résultat de leurs combinaisons ou de celles de leurs ennemis. Or, dans le premier cas, ils conviennent qu'ils ont abusé de la Loi, et dans le second ils avouent qu'ils n'ont pas pu empêcher qu'on en abusât contre eux. Si donc c'est la faute de la Loi, il faut réformer la Loi; mais si c'est la faute des Ministres qui avoient répondu de la Loi... le Roi seul a droit de conclure.

Nous convenons, avec M. le Rapporteur, qu'il ne faut pas légèrement soumettre les Lois à la révision ; mais quand une Loi a des vices graves, quand il s'en rencontre plusieurs qui sont tellement prouvés que personne ne les conteste, il conviendra probablement qu'on ne peut pas s'occuper trop tôt de les réformer ; et voilà ce qui sur-tout justifie la Chambre des Pairs des reproches que M. le Rapporteur *se permet* de lui adresser.

Suivant M. le Rapporteur, aux élections de Paris les *deux partis* qui se disputoient l'élection ont exploité, chacun pour son compte, avec une égale énergie, le compelle eos intrare ; mais si deux partis, sans plus, se sont disputé l'élection, que faisoit le Ministère ? Étoit-il acteur ou témoin au jugement de M. le Rapporteur ? étoit-il Perrin-Dandin ou bien un des pèlerins ? a-t-il eu l'huître ou l'écaille ?

Ainsi, M. le Rapporteur ne justifie pas la Loi, il n'en justifie pas l'usage, il demande seulement qu'on rejette la Proposition de la Chambre des Pairs, parcequ'elle a pour but d'obtenir que les abus de la Loi en général soient réformés et qu'elle s'en remet au Roi pour désigner ceux qui doivent l'être immé-



diatement. Lors donc que la discussion aura bien mis en évidence à la Chambre des Députés ce qu'est la Loi en elle-même, ce qu'est l'usage qu'on en fait, ce qu'est l'usage qu'on en peut faire; il n'est pas permis de douter que les Députés de la France ne comprennent l'utilité, ne sentent la nécessité d'adopter une Proposition de la Chambre des Pairs, qui consiste à supplier le Roi, qui jugera toutes les raisons, de faire connoître sa pensée par une Proposition sur cet objet important.

---

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT L'AÎNÉ,

CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-MICHEL,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

Rue du Pont de Lodi, n° 6.

ra  
u-  
st  
on  
ue  
ti-  
o-  
te  
s,  
i-

at  
e  
a  
f  
e  
g  
q  
l  
o  
o  
f  
e  
u

